

BOÎTE À OUTILS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES POUR LES JEUNES

FR



wecf
International

SPARK

Cette boîte à outils pour les élections européennes à l'intention des jeunes a été élaborée par WECF, dans le cadre du [programme ClimAct/Spark a Change](#). Toutes les figures et tous les tableaux ont été créés par WECF, sauf indication contraire. La copie de sections de cette publication est autorisée à condition que la source soit mentionnée.

Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de WECF et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de l'UE.



Impression

Tous droits réservés WECF 2024

www.wecf.org

WECF International | Arthur van Schendelstraat 550, 3511 MH Utrecht | Téléphone : +31628129992

Auteurs

Marise Edgar et Eleonora Dijkstra

Éditeurs

Janna Lenders et Chantal Van den Bossche

Conceptrice

Charlotte Aukema, aukemaontwerp.nl

Illustration de couverture

Leyla Ali @byleylaali • Photos et vidéos Instagram

Traduction

Anna Savage Relecture / WECF France

Droits d'auteur des photos

WECF International, Annabelle Avril, Nynke Kloppenburg et Green Livelihood Alliance

Table des matières

Introduction	4
Définitions et glossaire	6
Termes spécifiques aux élections européennes	11
Première Partie : Comprendre les élections européennes	12
L'Union européenne	12
Les institutions de l'UE	15
Le processus électoral	21
Deuxième partie : Participer aux élections européennes	25
Conseils pratiques	26
Campagnes politiques	28
Conseils en matière d'organisation	31
Troisième partie : Contexte national	34
Différences entre les pays	34
Partis politiques transnationaux	34
Qui peut voter ?	36
Quatrième partie : Perspectives écoféministes	37
Égalité des genres	38
Crise climatique	39
Pacte vert pour l'Europe – Green Deal	40
Un avenir sain, sans produits toxiques	41
Interdiction du greenwashing	45
Accès à la santé menstruelle	45
Pays candidats et pays voisins	48
Cinquième partie : Nos principales thématiques électorales	48
Principaux thèmes électoraux écoféministes	48
Organiser votre propre atelier sur les élections européennes	52
Bibliographie	57
Annexe : Sources utiles pour les jeunes militant·e·s pour le climat	58



COMMENT MOBILISER LES JEUNES FÉMINISTES POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE !

GUIDE PRATIQUE POUR LES JEUNES ACTIVISTES

Introduction

Les élections de 2024 pour l'Union européenne (UE) approchent et font partie des plus grandes élections transnationales au monde. C'est Votre moment pour faire entendre Votre voix. Les enjeux sont colossaux : les crises climatique et écologique constituent les plus grands défis auxquels nous sommes confronté-es. L'avenir du Pacte vert pour l'Europe (Green Deal) est en jeu, tandis que les attaques de la Russie sur l'Ukraine persistent. Parallèlement, **les partis populistes d'extrême droite gagnent du terrain, propageant une rhétorique anti-genre, alimentant la haine contre les personnes LGBTQIA+ tout en niant l'existence même de la crise climatique.** Tout cela rend les prochaines élections européennes extrêmement importantes : nous avons besoin d'une Europe unie et progressiste, où nous pouvons être solidaires. Nous avons besoin d'une réponse forte et féministe à ces défis et à cette rhétorique d'extrême droite. Cette année, en juin, vous aurez l'occasion de faire un choix qui influencera la trajectoire de l'Europe pour les cinq prochaines années. **C'est pourquoi il est important que de plus en plus de citoyen-nes, en particulier les jeunes, se mobilisent pour voter.**

Si vous vous demandez comment fonctionne l'Union européenne et que vous souhaitez vous engager, mais que vous ne savez pas par où commencer, cette boîte à outils est faite pour vous ! C'est notre guide pour comprendre l'Union européenne et se préparer à participer activement aux prochaines élections. C'est aussi un guide pour vous aider

à comprendre pourquoi l'activisme écoféministe est important pour ces élections européennes. Celles-ci sont cruciales pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et des objectifs climatiques de l'UE, car les personnes élues influenceront le programme politique jusqu'en 2029. **C'est donc un moment décisif pour les jeunes de se mobiliser et de prendre part aux prochaines élections.**

Lors des dernières élections en 2019, les jeunes électeur·rices ont contribué à atteindre un taux de participation historique, dépassant [50 % de tous·tes les électeurs·trices inscrites](#) pour la première fois depuis les années 1990. **Cette augmentation du nombre de jeunes votant a conduit à une représentation renforcée des personnes d'origines mixtes au Parlement européen.**

De nombreux problèmes ont une origine commune : un système qui privilégie un groupe au détriment d'un autre. Par exemple, le changement climatique et les inégalités sociales sont liés, car les femmes et les filles, dans toute leur diversité, les personnes non binaires et les personnes LGBTQIA+ sont touchées de manière disproportionnée par la crise climatique. C'est une crise qui a été alimentée par des structures racistes et (néo)coloniales qui perdurent jusqu'à aujourd'hui.

L'écoféminisme est un mouvement transformateur qui reconnaît les liens entre les injustices environnementales et sociales. Il reconnaît également le rôle clé que jouent les femmes et les filles, dans toute leur diversité, les peuples autochtones et la communauté LGBTQIA+ dans un changement de système féministe.

Bien que l'UE ait accompli des avancées significatives dans l'intégration du genre dans ses politiques, nous devons veiller à ce que ces progrès soient maintenus après les prochaines élections. Le Pacte vert est actuellement menacé, tandis que la société civile de plusieurs États membres est confrontée à une répression croissante. Face à ces défis, une réponse s'impose : intensifier le mouvement écoféministe.

Cette boîte à outils vous aidera à comprendre le lien entre l'écoféminisme et les élections européennes. Aujourd'hui plus que jamais, avec la désinformation sur le genre et le climat qui se répand de toutes parts, nous devons nous assurer que nous sommes uni·es et que la voix (et le vote) de chacun·e soit entendue.

Quel que soit votre parcours, vos expériences sont précieuses dans la lutte pour un monde meilleur. Tout le monde devrait s'engager à sa manière, et cette boîte à outils vous aidera à découvrir comment le faire.

Le pouvoir est entre les mains du peuple !



DÉFINITIONS ET GLOSSAIRE

Avant d'entrer dans le vif du sujet, voici quelques concepts et termes clés que vous rencontrerez dans votre activisme ou votre parcours d'apprentissage au sujet de l'Union européenne. Nous vous invitons également à faire vos propres recherches sur ces thèmes, car il n'existe pas de définition unique.

Écoféminisme : Le concept d'écoféminisme est apparu dans les années 1970 avec la deuxième vague du mouvement féministe. Il met en lumière la façon dont le patriarcat et le colonialisme ont engendré des déséquilibres de pouvoir dans la société, tels que ceux entre les hommes et les femmes cisgenres, les blancs et les non-blancs, les personnes hétéros et LGBTQIA+, ainsi que la culture par rapport à la nature. Au fil du temps, l'écoféminisme a évolué, en partie grâce aux militant-es LGBTQIA+ et noires, autochtones et racisé-es qui adoptent une **approche intersectionnelle** de l'écoféminisme. Ce mouvement ne se limite pas seulement à la question de genre, mais englobe également d'autres aspects de nos identités tels que le handicap, le statut de migrant, la classe sociale, le revenu, l'appartenance à un groupe racialisé, etc. Son objectif consiste à utiliser cette approche féministe intersectionnelle pour lutter contre les problèmes structurels qui détruisent notre environnement sain. [Vous trouverez plus d'informations ici.](#)

Colonialisme : Le colonialisme se produit lorsqu'un pays s'empare violemment d'un autre territoire et impose son mode de vie à la population locale (pratiques culturelles, développement économique, langue, croyances religieuses, etc.). Souvent basé sur le racisme, il vise à subordonner les groupes locaux et à exploiter les ressources au profit de la puissance coloniale. Le colonialisme a commencé vers le XVI^e siècle et persiste aujourd'hui sous différentes formes (voir néocolonialisme ci-dessous). Les principaux colonisateurs de l'époque étaient, entre autres, les empires belge, britannique, danois, néerlandais, français, espagnol et portugais. Ces pays d'Europe occidentale ont colonisé l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Asie à des degrés différents. Les effets durables du colonialisme, notamment les déséquilibres de pouvoir, se font encore sentir aujourd'hui à l'échelle mondiale. De plus, l'extraction des ressources et la surexploitation par les colonisateurs ont contribué à la crise climatique et ont entravé le développement de nombreux pays, les rendant désormais moins capables de faire face à la crise climatique de manière autonome.

GENDER IN POLICYMAKING

Sans distinction de sexe.

Aucune mention ou attention aux différences ou déséquilibres entre les sexes.

Sensible à la dimension de genre.

La politique reconnaît les différences entre les hommes et les femmes et la nécessité de ne pas les aggraver, mais il n'existe pas de plan ou de stratégie concrète pour y remédier.

Réaction à l'égalité des sexes

La politique accorde une attention explicite aux différences entre les hommes et les femmes et identifie des interventions visant à combler les écarts entre les sexes, mais pas dans la mesure où elle s'attaque aux causes structurelles des inégalités.

Transformation de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La politique cherche explicitement à s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité, telles que les rôles, les normes et les comportements des hommes et des femmes. Elle cherche à répartir plus équitablement le pouvoir et/ou l'accès aux ressources entre les femmes et les hommes ou entre les femmes, y compris un ou plusieurs des éléments suivants : répartition économique des ressources, participation à la prise de décision, reconnaissance intersectionnelle des expériences et des connaissances uniques.

Colonialisme russe : Le colonialisme russe constitue un angle mort pour de nombreuses personnes de pays du Nord. Il est une clé de compréhension de la dynamique des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale qui étaient soit membres de l'Union soviétique, soit sous son influence. Ce concept est important à prendre en compte. En effet il existe une tendance dans les médias et la politique d'Europe occidentale à négliger d'une part, les complexités du processus de décolonisation des pays de l'Est, et d'autre part, l'histoire que les populations de ces pays ont connue sous l'oppression soviétique et le communisme.

Justice climatique : La justice climatique est liée à l'écoféminisme, car elle met en évidence le fait que le fardeau du changement climatique n'est pas réparti de manière équitable. Ce n'est pas simplement une question « scientifique », mais c'est également une question éthique, politique et sociale. Les effets du changement climatique ont un impact disproportionné sur les groupes/pays sous-représentés et historiquement exclus, en raison de leur accès inégal au pouvoir politique et de leur marginalisation dans les politiques existantes. L'écoféminisme plaide pour la justice en faveur de ces groupes. [Vous trouverez une autre boîte à outils sur la justice climatique ici.](#)

Intégration de la dimension de genre : Ce processus consiste à prendre en compte les considérations de genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de tous processus politiques, qu'ils soient explicitement liés ou non à l'égalité des genres. Par exemple, l'intégration de la dimension de genre dans les politiques environnementales implique l'analyse de l'impact différencié de la politique énergétique sur les genres en raison de la répartition inégale du travail de soins et du pouvoir économique entre les genres. [Vous](#)



[pouvez trouver une vidéo sur le genre dans l'élaboration des politiques ici](#) (Source : Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes).

Intersectionnalité : Les personnes peuvent être confrontées à plus d'une forme de discrimination en même temps. Cette réalité est illustrée par le concept d'intersectionnalité, introduit par la défenseuse américaine des droits civiques Kimberly Crenshaw. Par exemple, les femmes de couleur font l'objet d'une discrimination à plusieurs niveaux, parce qu'elles sont des femmes et parce qu'elles sont racisées. Le sexisme et le racisme ne se produisant pas de manière indépendante, ils doivent être examinés ensemble. L'intersectionnalité peut s'appliquer à tous les aspects de notre identité, tels que la « race », l'origine ethnique, l'âge, la classe sociale, le sexe, l'identité de genre, le handicap, le statut socio-économique et la religion. Lorsque l'on parle d'intersectionnalité, il est essentiel de prendre en compte que ce concept est né aux États-Unis, suite à un travail acharné des militantes féministes noires américaines, voulant mettre en évidence les effets cumulatifs du sexisme et du racisme. L'idée fondamentale est que les femmes, dans toute leur diversité, ne subissent pas le même niveau de discrimination, simplement en raison de leur genre. [Vous pouvez trouver plus d'informations sur l'histoire de l'intersectionnalité ici !](#)

Invisible pour beaucoup : Imaginez une pièce conçue pour une personne mesurant exactement 1m20. Tous les meubles, ustensiles, portes, fenêtres, etc. sont construits pour des personnes de cette taille. Maintenant, imaginez-vous en train d'essayer d'entrer dans cette pièce si vous mesuriez 60cm ou 1m80. Vous aurez peut-être du mal à entrer, et rien

Des voix militantes ! Stoyo Tetevenski



« Je suis convaincu que l'injustice sociale et la crise climatique découlent de systèmes d'oppression qui s'entrecroisent tels que le colonialisme, le capitalisme et l'hétéro-patriarcat. Je crois que pour lutter contre ces injustices, nous devons construire un mouvement diversifié capable de résister à ces systèmes et pro-

poser des alternatives cohérentes et viables. En adoptant la perspective de la justice climatique et du féminisme intersectionnel, nous pouvons voir que la violence et l'oppression subies par les personnes (et les animaux) sont le résultat de conditions historiques spécifiques qui ont des alternatives s'opposant à la destruction, à la cupidité et à la violence. Nous pouvons également adopter une approche critique similaire pour désapprendre et décoloniser notre propre pensée et nos relations avec les autres. » – Stoyo Tetevenski, militant politique bulgare et membre du collectif féministe intersectionnel LevFem.

ne serait de la bonne taille pour vous. Mais pour quelqu'un mesurant 1m20, la pièce semblerait parfaite, et les difficultés que les autres auraient à naviguer dans la pièce vous seraient invisibles. De la même manière, les personnes qui bénéficient des systèmes d'oppression ne peuvent souvent pas les percevoir comme oppressifs ou ne les perçoivent pas comme tels, car le monde est construit pour elles. Notre société est, en grande partie, façonnée pour l'homme blanc hétérosexuel, en raison du colonialisme/impérialisme et du patriarcat. Le féminisme met en lumière ces systèmes d'oppression et souligne que nous devons œuvrer ensemble pour les combattre. Le féminisme ne suggère pas que les personnes qui profitent de ces systèmes sont intrinsèquement « mauvaises ». En tant que féministes, nous reconnaissons plutôt la nécessité de réfléchir aux oppressions auxquelles nous sommes confronté-es, ainsi qu'à nos privilèges, afin de créer un monde égalitaire pour tout le monde (*exemple tiré de Perez, Caroline C. 2019. Femmes invisibles. Londres : Penguin Random House*).

LGBTQIA+ : Ce sigle correspond aux personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, trans, queer, intersexes et asexuelles et est un terme générique qui englobe les personnes vivant en dehors de l'orientation sexuelle dominante (hétérosexuelle) et de l'identité de genre (genre assigné à la naissance, également connue sous le nom de genre cis). Cette communauté est souvent désignée sous le nom de communauté arc-en-ciel ou queer.

Néocolonialisme : Le néocolonialisme est la forme moderne du colonialisme, dans laquelle les puissances coloniales continuent d'exercer un contrôle sur les régions qu'elles avaient précédemment colonisées, notamment à travers les marchés et l'accès aux ressources (Faleiro, 2012). Cela se traduit par le maintien d'une influence significative par ces puissances coloniales au niveau international et se reflète souvent dans la prise de décision liée au changement climatique. Cette situation est injuste, car de nombreux pays dont le développement a été entravé par les colonisateurs se retrouvent à porter le fardeau d'une crise climatique qu'ils n'ont pas provoquée.

Patriarcat : Un système social qui place l'homme hétéro cis blanc comme la norme par défaut et le sujet dominant, reléguant toutes les personnes qui ne correspondent pas à cette catégorie (les femmes hétérosexuelles cisgenres, les lesbiennes, les hommes et femmes transgenres, les personnes non binaires, etc.) à des positions inférieures, à des degrés divers.

Perspective de genre : Cette approche implique de prendre en compte le genre dans chaque nouvelle politique, en reconnaissant les différences existantes entre les sexes.

Diplomatie féministe (PEF) : Cela représente l'adoption d'une approche féministe dans toutes les politiques extérieures d'un pays, qui donne la priorité aux droits des femmes, à l'égalité des genres et à la justice sociale. Depuis 2014, le Canada, la France, le Mexique,

l'Espagne, le Luxembourg, l'Allemagne et le Chili ont adopté une stratégie de politique étrangère féministe. Cette politique vise une transformation structurelle en matière d'éco-social et de justice de genre, qui devrait aller au-delà de la simple sensibilisation aux questions de genre. L'implication des organisations féministes et du Sud est essentielle dans le processus d'élaboration d'une PEF. [En savoir plus sur les diplomaties féministes.](#)

Termes spécifiques aux élections européennes

Parlement européen : L'une des sept institutions de l'Union européenne, le Parlement européen est l'organe législatif élu au suffrage universel direct. Il est le seul organe pour lequel les citoyen·nes de l'UE peuvent voter. Le Parlement européen partage le pouvoir législatif et le pouvoir budgétaire avec le Conseil européen. Tous les cinq ans, les pays de l'UE organisent des élections pour élire les membres du Parlement européen, qui représentent les 450 millions de citoyen·nes européen·nes. Les principales réunions du Parlement, également appelées « réunions plénières », se tiennent douze fois par an à Strasbourg, avec des sessions supplémentaires à Bruxelles. Ces réunions durent quatre jours et sont axées sur les débats et les votes, avec des procédures différentes pour les rapports législatifs, les décisions budgétaires et les rapports non législatifs.

Proportionnalité dégressive : Ce système est utilisé au Parlement européen pour assurer une représentation équilibrée. Les pays à forte population acceptent d'être sous-représentés, tandis que les petits pays ont une représentation plus importante. Ainsi, à mesure qu'un État membre s'agrandit, chaque vote supplémentaire a moins d'effet sur sa représentation globale au Parlement.

Représentation proportionnelle : Ce mode de scrutin garantit que les sièges attribués à un parti correspondent étroitement au pourcentage de voix qu'il a obtenues lors des élections.

Union européenne : L'UE est une union composée de 27 pays européens, issus de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Son origine remonte à l'après-Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle a été créée dans le but de promouvoir la paix, la stabilité et la coopération entre ses États membres.



Première Partie :

COMPRENDRE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Union européenne

L'Union européenne regroupe 27 membres, tous engagés à coopérer de diverses manières. Ces 27 pays, également appelés États membres, conviennent des questions qui seront abordées au niveau européen et de celles qui resteront du ressort des gouvernements nationaux. **Saviez-vous que l'UE a été fondée pour promouvoir la paix, la stabilité et la coopération entre les pays membres ?** Soixante-treize ans plus tard, cet objectif demeure au cœur de la coopération européenne.

Cependant, au cours de ces 73 dernières années, de nombreux changements ont transformé l'Union européenne, la rendant de plus en plus unifiée et connectée. De nos jours, il est par exemple beaucoup plus facile de voyager, de vivre et de travailler dans différents pays. De plus, toutes ces nations partagent une monnaie commune, facilitant ainsi le commerce avec d'autres pays et le travail à l'étranger. Les représentant·es des États membres se réunissent à Bruxelles, la capitale de l'Union européenne, pour des réunions. Les assemblées de Bruxelles offrent une plateforme où les représentant·es de tous les États membres peuvent participer à des discussions et des négociations. Juste avant l'été, nous allons voter pour élire les membres du Parlement européen, les seul·es représentant·es

pour lequel·les nous, citoyen·nes européen·nes, pouvons voter. La plupart des lois de chaque pays sont influencées par des décisions prises au niveau de l'UE, et le prochain Parlement européen déterminera les lois pour les cinq prochaines années.

Beaucoup considèrent les élections européennes comme un moyen d'exprimer les frustrations nationales. Cependant, de nombreuses questions dépassent le cadre de la politique nationale et ne peuvent être abordées qu'au niveau de l'UE. Cette élection est donc un moment décisif pour de nouvelles législations importantes, telles que le Pacte vert pour l'Europe. Face à la montée de l'euro-scepticisme nationaliste et des mouvements d'extrême droite à travers l'Europe, cette élection pourrait profondément changer le paysage politique, avec une possible augmentation significative des sièges remportés par les partis d'extrême droite. **Il est donc essentiel de ne pas considérer les élections européennes comme 27 campagnes nationales distinctes, mais de voter en tenant compte de l'ensemble de l'Union européenne.**

Histoire de l'UE

L'Union européenne a été créée après la Seconde Guerre mondiale dans le but de rassembler les pays européens, assurer la paix et améliorer leur collaboration économique. Tout a commencé avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, qui avait pour but de placer la production de charbon et d'acier sous une autorité commune. Une approche logique, étant donné que l'industrie du charbon et de l'acier



était et reste essentielle à l'industrie de l'armement, et que leur mise sous l'autorité commune rendait la guerre entre les pays de l'UE quasiment impossible. La CECA a été suivie par la Communauté économique européenne (CEE), fondée en 1958 par six pays (la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas). Après avoir conclu des accords sur le charbon et l'acier, les nations ont poursuivi leur collaboration économique, de sorte qu'en 1957, il était temps d'obtenir plus d'intégration économique. Avec la création de la CEE, la plupart des obstacles à la circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre ont été supprimés. Cela a considérablement facilité le commerce intra-européen, réduit la concurrence sur le marché de l'UE et a même permis la création d'une politique commerciale extérieure commune. En 1993, la CEE, désormais rebaptisée Communauté européenne, est devenue l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'objectif était de renforcer davantage la coopération entre les États membres en créant une véritable union politique ET économique. Ce processus a donné naissance à la monnaie unique, à une politique de sécurité commune et à des droits de citoyenneté européens communs. Saviez-vous que l'euro tel que nous le connaissons n'a été introduit qu'en 2002 ? Au fur et à mesure de l'adhésion de nouveaux pays, l'UE agrandie a renforcé son influence sur la scène politique mondiale.

Après une longue période de troubles au Royaume-Uni, marquée par le vote en faveur du Brexit, la décision a été prise pour que le pays quitte l'UE, privant ainsi les citoyen·nes britanniques de leur droit de vote aux élections européennes. En ce qui concerne l'égalité des genres, cela a été un contrecoup pour les mouvements féministes au Royaume-Uni, car la politique de genre a été affaiblie depuis le Brexit. Les figures féministes essentielles sont absentes du gouvernement Sunak, les femmes n'occupant que 20 % des sièges parlementaires. (Sanders et Flavell, 2022)

Des voix militantes ! Sarah Nasrawi



« Nous, les jeunes, sommes la première génération à faire face aux conséquences du changement climatique. Ces effets se manifestent dans un monde construit sur l'injustice. À travers le prisme de l'(éco)féminisme, nous comprenons mieux les injustices qui persistent à travers les générations. La crise climatique révèle ainsi la vraie nature de notre système et exacerbe les inégalités existantes. Ce sont des systèmes que nous devons briser, afin de construire un avenir durable et juste. Si nous ne comprenons pas ces systèmes, nous n'y arriverons pas. »

Sarah Nasrawi, Représentante des Nations Unies pour la jeunesse pour le développement durable.

In varietate concordia : Unis dans la diversité. Cette devise de l'UE reflète la réalité des États membres : chacun possède sa propre culture, sa propre langue et ses propres traditions. Pourtant, malgré cette diversité, tous partagent les mêmes valeurs fondamentales et s'engagent à les respecter en tant que membres de l'Union européenne.

Les institutions de l'UE

L'UE est composée de sept institutions, chacune ayant ses propres fonctions, responsabilités et règles. Bien que les noms de certaines institutions se ressemblent, chacune joue un rôle unique ! Et ce n'est pas tout : plus de 30 organismes et agences différents à travers l'UE travaillent sans relâche pour assurer le bon fonctionnement de l'UE. Les sept principaux sont expliqués ci-dessous pour vous donner de bonnes bases. Si vous souhaitez en savoir plus, n'hésitez pas à consulter le site internet de l'UE.

Parmi ces institutions, quatre organes décisionnaires déterminent l'orientation politique et jouent un rôle central dans l'élaboration de la législation de l'UE :

Le Conseil européen

Commençons par le Conseil européen ! Cette institution réunit les chef-fes de gouvernement de tous les États membres de l'UE, la-le président-e du Conseil européen ainsi que la-le président-e de la Commission européenne. **Le Conseil européen établit l'orientation politique générale et les priorités de l'UE, offre des orientations sur des questions importantes et assure la coordination entre les États membres.** À l'issue des élections européennes, les représentant-es des États membres choisissent un-e nouveau-elle président-e pour le Conseil européen. Actuellement, Charles Michel de Belgique occupe cette fonction. Le choix de la nouvelle présidente ou du nouveau président est indépendant des résultats de l'élection, bien que les deux événements se déroulent généralement à peu près au même moment. Le Conseil européen se réunit normalement quatre fois par an, mais des sessions supplémentaires extraordinaires peuvent avoir lieu en cas d'urgence.

La Commission européenne

La Commission européenne (CE) suit l'orientation politique du Conseil européen et agit en tant qu'organe exécutif de l'Union européenne, fonctionnant indépendamment des gouvernements nationaux. Elle se compose de 27 membres, appelés *commissaires*, chacun-e représentant un sujet politique au sein de l'UE. Chaque État membre peut nommer un-e commissaire. La Commission est dirigée par un-e président-e, et sa particularité est de donner la priorité aux intérêts de l'UE par rapport aux intérêts nationaux. La Commission européenne est la seule institution de l'UE à pouvoir proposer de nouvelles lois. Alors que le Conseil et le Parlement européens font des propositions de loi, la Commission les

Pays	Langue	Année d'adhésion	Monnaie
Autriche	Allemand	1995	Euro
Belgique	Néerlandais, allemand et français	1958	Euro
Bulgarie	Bulgare	2007	Bulgare lev BGN
Croatie	Croate	2013	Euro
Chypre	Grec	2014	Euro
République tchèque	Tchèque	2014	Euro
Danemark	Danois	1973	Couronne danoise DKK
Estonie	Estonien	2004	Euro
Finlande	Finois et suédois	1995	Euro
France	Français	1958	Euro
Allemagne	Allemand	1958	Euro
Grèce	Grec	1981	Euro
Hongrie	Hongrois	2004	Forint hongrois HUF
Irlande	Irlandais et anglais	1973	Euro
Italie	Italien	1958	Euro
Lettonie	Letton	2004	Euro
Lituanie	Lituanien	2004	Euro
Luxembourg	Français, allemand & luxembourgeois	1958	Euro
Malte	Maltais et anglais	1958	Euro
Pays-Bas	Néerlandais et Frison	1958	Euro
Pologne	Polonais	2004	Zloty polonais (PLN)
Portugal	Portugais	1986	Euro
Roumanie	Roumain	2007	Leu roumain RON
Slovaquie	Slovaque	2004	Euro
Slovénie	Slovène	2004	Euro
Espagne	Espagnol	1986	Euro
Suède	Suédois	1995	Couronne suédoise

transforme en lois et a le pouvoir de rejeter toute proposition. Après les élections européennes, c'est le Parlement européen qui nomme le nouveau ou la nouvelle président·e de la Commission européenne, succédant ainsi à l'actuelle présidente, Ursula von der Leyen. L'actuel commissaire européen au climat au sein de la Commission européenne est Wopke Hoekstra. Sa nomination en novembre 2023 a suscité de nombreuses critiques en raison de ses antécédents avec des géants pétroliers tels que Shell et l'agence de conseil McKinsey. Malgré ces critiques, il a été élu à ce poste et a représenté l'UE à la COP28 à Dubaï.

Rencontrez Ursula von der Leyen!



Nommée la « femme la plus puissante du monde », Ursula von der Leyen a été la première femme présidente de la Commission européenne en 2019, après 60 ans de domination masculine. Cette gynécologue allemande a entamé sa carrière politique plus tardivement en rejoignant le parti chrétien-démocrate allemand de centre-droit (CDU) et est membre du groupe Parti Populaire Européen (PPE).

En tant que présidente, elle est responsable de la gestion du budget de l'UE, de la collaboration avec le Conseil européen et de la direction de la Commission dans son processus législatif. En février de cette année, elle a proposé de retirer le règlement SUR (Sustainable Use of pesticides Regulation) du Pacte vert pour l'Europe, suite à une opposition croissante de la droite et aux protestations des agriculteur·trices dans toute l'UE. Le SUR visait à réduire de moitié l'utilisation des pesticides d'ici 2030 et à interdire leur utilisation dans les zones sensibles. Cette décision représente une grande défaite pour le Pacte vert, car les pesticides chimiques sont une source majeure de pollution, de perte de biodiversité et de risques pour la santé.

Le Spitzenkandidat

Spitzenkandidat, terme allemand, qui désigne le ou la candidat·e en tête de liste avec des implications importantes. Un·e Spitzenkandidat influence le processus de sélection du ou de la président·e de la Commission européenne. Les partis politiques européens ont ainsi la possibilité de désigner des personnalités de premier plan en tant que représentant·es dans la campagne

Le Conseil de l'Union européenne / Le Conseil des ministres

À ne pas confondre avec le Conseil européen ! Le Conseil de l'UE est une institution distincte chargée de conseiller et d'adapter les projets de loi. Il se compose de 27 ministres des États membres et est organisé autour de dix domaines politiques différents. Le Conseil de l'UE peut proposer des lois pour l'UE. Il travaille en étroite collaboration avec le Parlement européen. Le Conseil de l'Union européenne défend essentiellement les intérêts nationaux, tandis que le Parlement européen représente l'UE dans son ensemble. La composition du Conseil de l'UE varie en fonction de la politique discutée. Tous les six mois, un État membre prend la présidence du Conseil européen. Alors que la composition de nombreuses institutions de l'UE pourrait changer après les élections européennes, le Conseil de l'Union européenne demeure stable.

Le Parlement européen

Cette institution occupe une place centrale lors des élections. **Le Parlement européen, ou Parlement en abrégé, est la seule institution pour laquelle les citoyen·nes élisent directement leurs représentant·es.** En collaboration avec le Conseil de l'Union européenne, le Parlement exerce trois fonctions principales : il établit le budget des institutions de l'UE, supervise les autres institutions de l'UE et vote les propositions de loi de l'UE. Les député·es débattent des propositions législatives, les renvoient en commission avec des suggestions, puis les approuvent ou les rejettent. Tous les cinq ans, en juin, les citoyen·nes de l'UE votent pour choisir leurs représentant·es pour les cinq années à venir. Les député·es européen·nes s'organisent en groupes politiques sur la base d'idéologies communes. Il y a sept groupes politiques au Parlement européen. Certain·es député·es européen·nes choisissent de ne pas adhérer à un groupe politique. Elles-ils sont alors désigné·es comme « non-inscrit·es ».

Trois autres institutions soutiennent le travail des quatre institutions décisionnelles ci-dessus :

- **La Banque centrale européenne (BCE)**, comme son nom l'indique, est la banque centrale de l'UE. Elle doit stabiliser les prix dans la zone euro.
- **La Cour des comptes européenne (CCE)** agit en tant qu'auditrice externe pour l'UE. Elle répond aux préoccupations des contribuables de l'UE et veille à ce que l'argent de l'UE soit dépensé efficacement. Bien qu'elle n'ait pas le pouvoir d'appliquer les lois, la Cour des comptes s'efforce d'améliorer la gestion budgétaire de l'UE par la Commission européenne. Elle fournit des rapports pour vérifier les aspects financiers de l'UE
- **La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)** supervise la législation européenne dans tous les États membres. Composée de 27 juges, c'est la plus haute autorité juridique de l'UE. La CJUE veille à l'application des lois de l'UE dans chaque État membre et règle les questions judiciaires entre les institutions de l'UE.

Des voix militantes ! Eraitz Saez de Egilaz



« Les élections représentent un moment important : nous devons faire un choix pour les quatre prochaines années. Au lieu de simplement résister, il y a des personnes qui s'engagent dans la création d'une Europe qui place ses citoyen·nes au centre et défend les droits fondamentaux de tous·tes. Il est important que les jeunes, comme nous, utilisent leurs votes et s'investissent pour faire de cette alternative une réalité. » -

Eraitz Saez de Egilaz, membre du Parlement basque et secrétaire à la jeunesse de l'EH Bildu

Les groupes politiques au Parlement européen

Au Parlement européen, les partis nationaux collaborent au sein de groupes politiques. Les groupes politiques fournissent ainsi une structure permettant à plusieurs partis nationaux de travailler ensemble sous une même entité.

Voici une liste des groupes politiques et de leurs positions :

Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen (S&D)

Le groupe S&D, fondé en 1953, est le deuxième groupe le plus ancien du Parlement. Ce groupe social-démocrate se situe au centre-gauche. Il milite pour la justice sociale, les droits des travailleur·euses, la durabilité environnementale et les politiques économiques progressistes. Le groupe est affilié à l'Alliance progressiste et à l'Internationale socialiste.

Le groupe de gauche au Parlement européen (GUE/NGL)

Le groupe de gauche au Parlement européen, connu sous le nom de GUE/NGL (groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique), est une coalition de partis de gauche, avec des idéologies sociales, communistes et éco-sociales. Fondé en 1995, il a émergé à la suite de l'adhésion de trois nouveaux pays avec des partis de gauche à l'UE et à la formation collective du groupe confédéral. Le GUE/NGL met l'accent sur les droits des travailleur·euses, l'action climatique, le féminisme, la paix et les droits humains en tant que piliers de leur programme politique.

Groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)

Ce groupe comprend cinq partis européens différents : le Parti vert européen (EG), une partie de l'Alliance libre européenne (ALE), le Parti pirate européen (PPUE), Volt Europe (Volt), une partie de Politique animale UE (APEU). Le groupe des Verts/ALE défend une

idéologie de gauche et progressiste, prônant la protection de l'environnement, le développement durable, l'égalité sociale ainsi que la reconnaissance de la diversité culturelle et linguistique au sein de l'UE.

Groupe Renew Europe (Renew)

Ce groupe Libéral européen est le groupe politique le plus ancien du Parlement européen. Il était autrefois connu sous le nom d' Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe.

Rencontrez Kim de Sparrentak !



Elle est députée européenne et siège au Parlement depuis 2019 au sein du groupe des Verts/Alliance libre européenne. Occupant le poste de coordinatrice du groupe de travail LGBT, elle milite pour l'égalité des droits de la communauté LGBTQIA+ en Europe. Elle est à l'initiative d'une loi pour rendre les smartphones moins addictifs.

« Le fait d'avoir rencontré des personnes de toute l'Europe avec des parcours totalement différents, mais partageant le même objectif, celui d'un avenir plus juste et plus durable pour tous, donne tellement d'énergie ! Se battre ensemble pour quelque chose, c'est déjà très cool, mais apprendre à connaître la politique et la culture des autres, c'est un vrai plus. Et en plus de cela, c'est bien sûr incroyablement enrichissant de travailler sur une législation qui concerne 450 millions de personnes (!!!) et qui aura probablement une influence au-delà de l'Europe. » - Kim van Sparrentak

Groupe des conservateurs et réformistes européens (CRE)

Le groupe des conservateurs et réformistes européens (CRE), d'extrême droite, est connu pour son euroscepticisme. Certain·es de ses membres ne sont pas favorables à la zone euro dans son ensemble et s'opposent à la tenue de référendums sur l'adhésion de certains pays à l'UE. Ce groupe affiche une forte opposition aux mesures climatiques ainsi qu'au Pacte vert pour l'Europe et adopte une position anti-migration. Au cours des dernières années, ce groupe a gagné beaucoup de soutien de la part des mouvements populistes et nationalistes, avec la perspective de remporter de nombreux sièges lors des prochaines élections. Cela constitue une menace directe pour l'État de droit et risque de faire basculer le parlement vers l'extrême droite.

Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) (PPE)

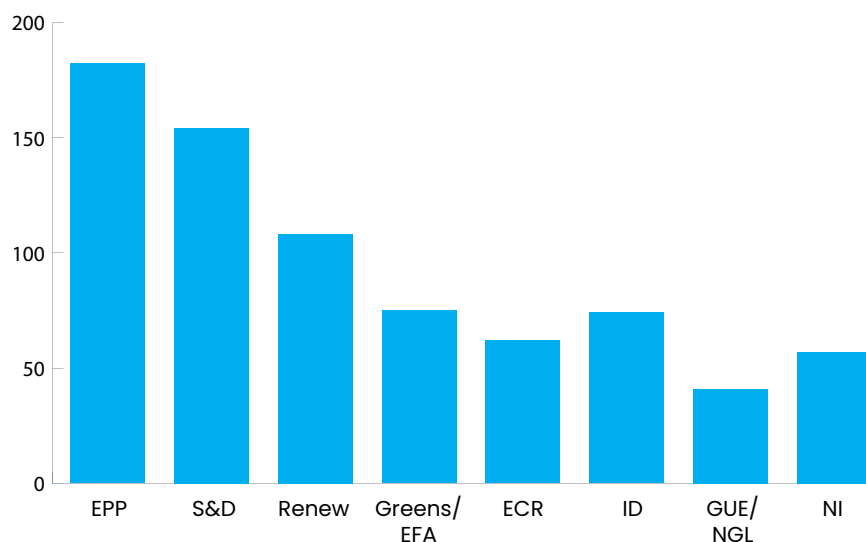
Ce groupe, créé en 1976, constitue aujourd'hui le plus grand groupe politique du Parlement

européen. Il se présente comme étant de centre-droit, conservateur et démocrate-chrétien. Au fil du temps, ses partis se sont déplacés davantage vers la droite du centre-droit pour gagner des voix des électeur·rices d'extrême droite. En conséquence, ce groupe conservateur est de plus en plus à droite, ce qui amène le risque d'une éventuelle collaboration après les élections avec les partis d'extrême droite tels que les Conservateurs et réformistes européens (CRE) et Identité et démocratie (ID). Cette alliance pourrait mettre en suspens des initiatives telles que le Pacte vert pour l'Europe, bloquer l'élargissement de l'UE et réduire le pouvoir de l'Union européenne.

Groupe Identité et Démocratie (ID)

Le groupe Identité et Démocratie (ID) est un parti populiste de droite qui se distingue par sa position rigide contre l'immigration et son opposition à l'octroi de pouvoirs supplémentaires à l'Union européenne. Ce groupe a gagné le soutien des mouvements nationalistes à travers l'Europe et devrait gagner beaucoup de voix lors des prochaines élections. Si ce groupe prend cet élan, il risque de menacer les valeurs de l'UE en matière de droits humains, de Pacte vert et de respect de l'État de droit.

Nombre de sièges par groupe politique en 2019



Processus électoral

Les élections européennes, qui se déroulent tous les cinq ans, offrent à plus de 400 millions de citoyen·nes de l'UE l'opportunité de choisir leurs représentant·es. Cette année, le vote aura lieu du 6 au 9 juin. Le processus électoral varie d'un pays à l'autre, en suivant les règles nationales tout en garantissant un système équitable qui empêche la domination d'une seule nation au Parlement. Cela garantit que les petits pays exercent une influence proportionnelle. Pour les prochaines élections, 720 député·es seront élu·es, une

augmentation par rapport aux 705 député·es précédent·es, afin de refléter la croissance démographique.

Rencontrez Maria Walsh !



Maria, eurodéputée affiliée au Parti populaire européen, a milité avec ferveur pour mettre fin à la taxe rose. Cette pratique injuste consiste à facturer plus cher les produits ou services commercialisés destinés aux femmes que ceux destinés à leurs homologues masculins. Elle travaille activement à la sensibilisation et à la résolution de ce problème afin de promouvoir l'équité et l'égalité.

« Aux jeunes de l'Union européenne, je vous appelle à reconnaître l'importance de vos votes. Lorsque vous entrerez dans les isolements lors des élections européennes, rappelez-vous que vos voix ont le pouvoir de résonner bien au-delà de nos frontières, dans les couloirs où se joue l'avenir de l'Europe. »

Maria Walsh

Alors, qui peut voter ? Toute personne possédant la nationalité de l'UE et ayant atteint l'âge minimum national pour voter est éligible ! Dans la plupart des pays, cet âge est de 18 ans, **mais en Belgique, en Allemagne, à Malte et en Autriche, il est de 16 ans, et en Grèce, il est de 17 ans.**



Bien que vous soyez généralement automatiquement inscrit·e sur les listes électorales dans la plupart des pays, dans certains endroits, vous devez vous inscrire auprès des autorités nationales. **C'est pourquoi il est important de connaître les dates limites d'inscription.**

Pendant de nombreuses années, les élections européennes n'ont pas reçu beaucoup d'attention. Par conséquent, il y a eu un manque d'enthousiasme à l'idée de participer au vote, malgré l'importance de l'expression des opinions. Avant les élections de 2019, un effort dédié pour impliquer les jeunes et les motiver à voter s'est avéré efficace. En 2019, le taux de participation a dépassé les 50 % pour la première fois, soit une hausse de 8 points par rapport à 2014. Les jeunes ont ainsi démontré leur engagement actif en politique, soulignant leur influence dans la construction de l'avenir.

Bien que le Royaume-Uni ne fasse plus partie de l'UE, les jeunes britanniques continuent de s'impliquer dans l'UE. En effet, la décision de quitter l'UE a été principalement soutenue par l'électorat plus âgé. S'il n'en tenait qu'aux jeunes, le Royaume-Uni serait resté dans l'UE : les trois quarts d'entre eux ont voté en faveur du maintien dans l'UE.

Des voix militantes ! Dominique Palmer



Voici Dominique Palmer, une jeune militante britannique pour la justice climatique, dont l'impact s'étend du Pays de Galles à l'échelle mondiale. Sa mission : autonomiser les jeunes et sensibiliser aux multiples facettes de la crise climatique.

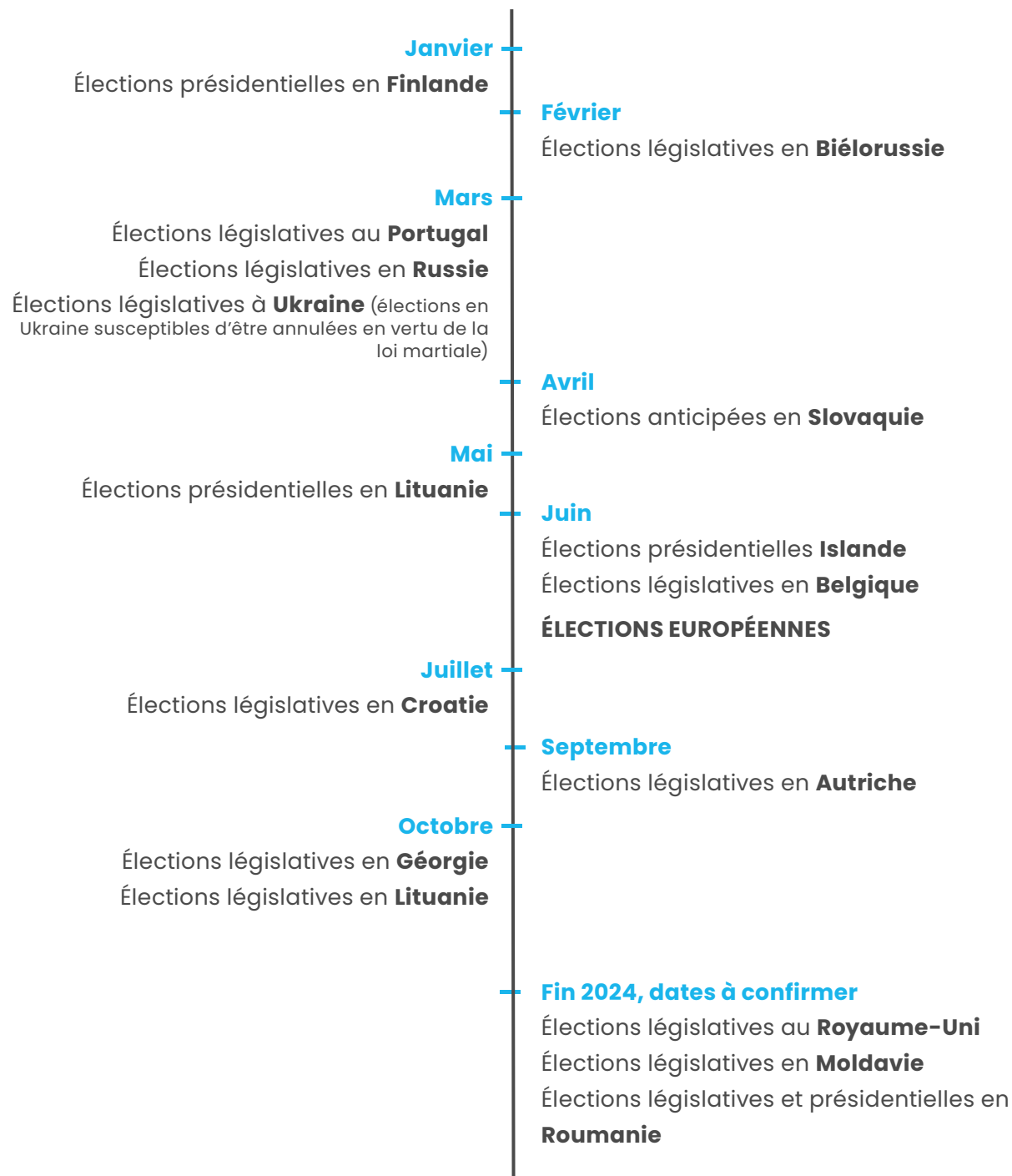
« Les jeunes doivent s'engager en faveur de l'écoféminisme parce que c'est notre ave-

nir qui est en jeu. L'écoféminisme cherche à faire reconnaître le travail des femmes pour la justice climatique et à plaider pour la justice de genre et la justice climatique. Il est également crucial de reconnaître que les ravages du changement climatique sont déjà là, et qu'ils affectent la vie de nombreuses personnes ainsi que notre écosystème. » - Dominique Palmer, militante pour la justice climatique

2024 : une année très importante pour la politique européenne

En plus des élections au Parlement européen, les citoyen·nes de toute l'Europe voteront lors d'élections nationales. Ces élections auront un impact sur la politique de ces pays, mais aussi sur les membres du Conseil européen.

CHRONOLOGIE





Deuxième partie

PARTICIPER AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Si vous vous apprêtez à faire entendre votre voix lors des élections européennes, il est important de savoir comment vous engager. Bien que le vote soit crucial, il ne représente qu'une facette de votre arsenal d'activiste. Il existe de nombreuses autres façons de pleinement prendre part aux élections ! S'engager en politique va au-delà du simple vote : cela implique d'organiser des marches, de mener des campagnes, de promouvoir la participation électorale et de diffuser des messages sur les réseaux sociaux. Dans la section suivante, nous vous guiderons à travers différentes méthodes pour vous impliquer activement dans les élections européennes et mettre l'accent sur les priorités (éco)féministes.

Si vous ne souhaitez pas adhérer à un parti politique, il existe d'autres façons de vous impliquer en politique ! **En tant que groupe de jeunes féministes, vous pouvez vous engager directement dans les processus politiques sans passer par les partis politiques.** Vous

pouvez soumettre des pétitions directement aux député·es, les encourager à poser des questions aux institutions ou collaborer avec les fonctionnaires pour élaborer de nouvelles politiques. Les possibilités sont infinies, ce qui vous permet donc d'avoir un impact significatif sur la politique de l'UE de la manière qui vous convient le mieux.

Conseils pratiques

Inscrivez-vous pour voter. Voter est l'un des moyens les plus simples d'influencer les décisions politiques. Surtout à une époque où le populisme de droite est en hausse, il est crucial d'utiliser votre voix pour empêcher les partis de droite et fascistes de gagner du terrain. Il est important de noter que tous les pays ne vous inscrivent pas automatiquement pour voter, alors assurez-vous de comprendre et de respecter les exigences et les dates limites d'inscription dans votre pays. Si vous résidez dans un autre pays de l'UE, vous avez la possibilité de choisir où voter. Vous pouvez décider de voter dans votre pays d'origine ou dans le pays où vous résidez actuellement. Cette flexibilité permet à chaque citoyen·ne de l'UE de participer activement à la vie politique de l'Union européenne.

Restez informé·e sur les élections européennes. Cette boîte à outils peut servir de première étape pour comprendre l'UE et ses institutions. Cependant, pour obtenir les informations les plus récentes sur les élections et les partis politiques, il est conseillé de consulter régulièrement les sites d'actualités. Découvrez nos recommandations sur la dernière page de cette boîte à outils !

Engagez-vous dans des discussions sur les élections européennes. Le taux de participation aux élections européennes est généralement très faible, d'où l'importance d'encourager les personnes à voter et à s'exprimer lors des élections. Alors, parlez à tous vos ami·es, parents, collègues et voisin·es partageant les mêmes idées pour vous assurer que plus de voix soient entendues et que les partis qui défendent l'écoféminisme gagnent en popularité !

Des voix militantes ! Inès Holzegger



« En tant que jeunes, nous devons aller voter et participer aux élections. Après tout, nous sommes la génération qui est la plus touchée par les décisions prises. C'est à nous de plaider en faveur de l'équité générationnelle, de la prospérité économique et de la durabilité. Ensemble, nous pouvons façonner l'avenir ! » - Inès

Holzegger de LYMEC – European Liberal Youth

Engagez-vous dans la politique nationale. La plupart des personnes choisissent généralement leur parti politique en fonction de leur compréhension de la politique nationale. Si vous voulez que votre campagne réussisse, il est essentiel de comprendre les tenants et aboutissants du paysage politique de votre pays. Il est important de s'impliquer dans la politique nationale, car les électeurs·rices ont tendance à s'identifier davantage à ces partis et à leurs préoccupations. De plus, les hommes et femmes politiques nationaux·les sont plus accessibles pour les militant·es comme vous. En obtenant un soutien et une sensibilisation au niveau national, vous établissez des bases plus solides pour la promotion de vos objectifs écoféministes dans l'Union européenne.

Assistez à des événements liés aux élections. Participer à des événements pré-électoraux vous permet de rester informé·e et de participer activement à la préparation des élections. Ces rassemblements offrent également d'excellentes opportunités de rencontrer des personnes partageant les mêmes idées, de découvrir différentes perspectives et d'interagir directement avec des représentant·es politiques.

Des voix militantes ! Hannah Prins



« Nous ne pouvons pas séparer la crise climatique d'autres problèmes tels que le capitalisme, le racisme et le colonialisme, car ces facteurs ont contribué à la crise à laquelle nous sommes actuellement confronté·es. Il est crucial d'analyser les rôles que jouent les différents groupes au sein du mouvement pour le climat, et le féminisme est indéniablement

l'un d'entre eux. Chaque vote compte ! De meilleures lois sauvent des vies. Si vous ne votez pas, des lois seront adoptées qui pourraient ne pas jouer en votre faveur. Unissons autant que possible le féminisme et le mouvement pour le climat pour un avenir durable. » – Hannah Prins, militante pour le climat et porte-parole d'Extinction Rebellion

Utilisez vos plateformes de réseaux sociaux. Utilisez les réseaux sociaux pour vous tenir au courant de l'actualité concernant l'UE et pour entrer en contact avec d'autres jeunes intéressé·es par la politique européenne. Vous pouvez utiliser ces plateformes pour partager des informations, discuter questions importantes et sensibiliser le public à l'importance du vote lors des élections européennes. C'est un moyen très efficace et important d'encourager les gens à voter !

Organiser ou participer à des campagnes. Impliquez-vous dans les campagnes liées aux élections européennes. Vous pouvez vous engager en faisant du bénévolat pour un parti



politique, en soutenant des initiatives visant à encourager la participation électorale et l'engagement politique, ou encore en participant à des marches et en organisant des ateliers éducatifs. Est-ce que le lieu est accessible ? Vérifiez bien avec vos participant·es quels sont leurs besoins. Si vous organisez vous-même un événement, veillez à ce qu'il soit le plus intersectionnel et inclusif possible : utilisez un guide de communication féministe !

Encouragez les autres à voter. Partagez vos connaissances sur l'UE et les élections avec d'autres. Éduquez votre entourage sur les différentes façons de s'impliquer activement et sur l'importance de le faire. Le moyen le plus direct de créer un changement est de voter : si vous n'êtes pas d'accord avec la politique de l'UE, faites entendre votre voix en votant !

Guide de communication

Vous avez défini la cause que vous souhaitez défendre et la façon dont vous comptez le faire, il est également important de réfléchir à la façon dont vous allez communiquer votre message. Voici quelques conseils essentiels en matière de communication :

Adaptez votre ton à votre public : Lorsque vous cherchez à persuader les autres et à engager des conversations significatives, il est important de réfléchir à la manière dont vous communiquez et à qui vous parlez. Que vous essayiez de stimuler la participation électorale ou de sensibiliser aux questions écoféministes, il est essentiel de choisir vos mots avec soin. Par exemple, si vous êtes préoccupé·e par le changement climatique et que vous souhaitez sensibiliser à ce sujet, une approche basée uniquement sur des exigences d'action immédiate peut ne pas être la plus efficace. Lorsqu'il s'agit de problèmes majeurs,

comme le changement climatique, effrayer les gens n'est pas la bonne solution. A contrario, offrir de l'espoir s'est avéré une stratégie plus efficace. On a besoin de croire en un avenir meilleur, et, en parlant d'un avec optimisme, on est plus susceptible de se sentir motivé.e pour agir. Il peut être plus convaincant de présenter des solutions pratiques et d'encourager la participation à des initiatives positives plutôt que de se concentrer sur la peur. Lorsque vous adoptez une approche intersectionnelle et féministe, veillez à éviter de renforcer les stéréotypes liés au genre ou d'autres préjugés discriminatoires dans votre communication.

« La peur est toxique dans une société démocratique, où les individus doivent travailler ensemble dans un climat de confiance. » - Martha Nussbaum, philosophe

Appels à l'action :

Formulez clairement votre appel à l'action et précisez ce que vous demandez. Cette précision rend votre plaidoyer lors des élections européennes plus efficace et lui permet de toucher plus de personnes. Voici quelques conseils pratiques :

- **Rendez l'action réalisable** : Assurez-vous que les personnes croient en l'impact de leur participation et mettez en évidence le pouvoir et la capacité des individus à agir.
- **Simplifiez l'action** : Créez des appels à l'action qui ne sont pas perçus comme contraignants. Demandez aux gens de faire quelque chose qu'ils veulent et peuvent faire facilement.
- **Personnalisez l'appel** : Associez l'action à une identité ou à une communauté plus large dont les gens veulent faire partie.
- **Utilisez le récit** : Créez des histoires captivantes pour inspirer les gens.

Campagnes politiques

An ocean of change 2024 : un programme commun d'organisations pour le climat visant à plaider en faveur d'un accord ambitieux pour les océans de l'UE et à ajouter une touche de « bleu » dans le Pacte vert pour l'Europe.

Initiatives d'autonomisation des jeunes

JUST EU and ME : Donner aux jeunes de l'UE les moyens de défendre leurs droits sociaux.

Corps européen de solidarité : Cette initiative permet aux jeunes de bâtir une communauté tout en travaillant et en apportant une contribution à la société. Le Corps est ouvert aux jeunes de 17 à 30 ans.

Réseaux de jeunes

Découvrez ces réseaux de jeunes des partis européens :

- Socialistes et démocrates au Parlement européen : **[Les Jeunes socialistes européens \(YES\)](#)**
- Les Verts/Alliance libre européenne : **[Federation of Young European Greens \(FYEG\)](#)**

(consultez également leur [réseau féministe](#) !)

- Renew: [European Liberal Youth \(LYMEC\)](#)
- Mouvement politique chrétien européen (ECPM) : [European Christian Political Youth](#)
- Parti démocrate européen : [Young Democrats for Europe](#)
- Alliance libre européenne : [European Free Alliance Youth](#)

Exemples d'organisations en Europe engagées pour le féministe et le climat

[Women Engage for a Common Future](#)

WECF est une organisation écoféministe internationale basée en Europe. Elle se concentre sur trois domaines clés : le développement durable, l'action climatique et environnementale, un avenir sans produits toxiques, toujours dans une perspective féministe. Leurs activités visent à renforcer les capacités, à influencer les politiques et à sensibiliser le public afin de renforcer la position des femmes et des filles, dans toute leur diversité, à travers le monde.

[Young Feminist Europe](#)

Young Feminist Europe (YFE) est une plateforme inclusive qui amplifie les voix et les actions féministes à travers l'Europe. Vous pouvez proposer des articles sur des questions féministes qui seront publiés sur leur site internet. Vous pouvez également vous joindre à leur activisme, tant sur le terrain que sur les réseaux sociaux.

[Youth Environment Europe](#)

Youth Environment Europe (YEE) est le plus grand réseau européen indépendant d'organisations de jeunesse environnementales. En tant que membre, vous bénéficiez du soutien



du réseau de YEE et pouvez élargir les connexions de votre organisation. Si vous n'êtes pas en mesure de payer les frais d'adhésion, YEE offre des ressources et des informations gratuites. Leur site internet propose des campagnes et des projets sur divers sujets environnementaux, avec lesquels vous pouvez vous engager dans un plaidoyer virtuel.

[Fridays for Future](#)

Fridays for Future est une grande organisation de défense des droits basée sur la protestation, lancée par la grève scolaire de Greta Thunberg en Suède. Sur leur site internet, vous trouverez des conseils et des ressources pour organiser des actions de grève.

[Generation Climate Europe \(GCE\)](#)

Generation Climate Europe (GCE) est la plus grande coalition de réseaux au niveau européen dirigée par des jeunes sur les questions climatiques et environnementales. GCE travaille à l'intersection du climat et des droits humains avec 381 organisations nationales dans 46 pays européens. Cette coalition propose régulièrement des postes bénévoles sur différents sujets environnementaux. De plus, elle organise des événements et des ateliers de renforcement des capacités pour les jeunes professionnel·les afin qu'ils·elles deviennent les nouveaux leaders européen·nes du climat.

[Climate Action Network \(CAN\) Europe](#)

C'est est la principale coalition d'ONG européennes qui luttent contre les dangers du changement climatique. CAN Europe promeut des politiques durables en matière de climat, d'énergie et de développement dans toute l'Europe. Il compte un certain nombre d'organisations de jeunes membres et s'engage de plus en plus auprès des jeunes et des mobilisateur·rices, notamment par le biais de sessions de renforcement des capacités et de webinaires.

[Oxfam International](#)

Oxfam International est une organisation non gouvernementale mondiale qui œuvre pour mettre fin à l'injustice et à la pauvreté. Leur objectif est de s'attaquer aux inégalités qui maintiennent les personnes plus démunies dans la pauvreté, tout en les aidant à construire une vie meilleure pour elles-mêmes et pour les autres. Présenté dans 85 pays à travers le monde, Oxfam a dirigé de vastes campagnes de justice climatique telles que "[Faisons payer les pollueurs](#)". Leur stratégie de justice climatique se concentre sur la lutte contre les moteurs de la crise climatique, un système qui privilégie le profit au détriment des personnes et de la planète. Oxfam milite pour une transition juste, égalitaire et féministe !

Conseils en matière d'organisation

L'organisation d'événements, de débats et d'ateliers sur des sujets (éco)féministes au sein des communautés locales ou des établissements scolaires est un puissant moyen de

sensibilisation. Organiser un événement pour la première fois est passionnant, mais peut aussi être intimidant. Voici quelques conseils pour vous aider à planifier votre événement :

- **Quel est le but ?** Décrivez clairement les objectifs de votre événement. Qu'il s'agisse de sensibiliser, de promouvoir la discussion ou d'encourager l'action, avoir un objectif clair guidera votre planification.
- **Qui participera ?** Identifiez votre public cible et la raison de leur participation. Assurez-vous que le contenu et l'approche correspondent aux intérêts de votre audience. Tenez également compte de la diversité des origines et des points de vue au sein de ce groupe.
- **Qui peuvent être vos partenaires ?** Collaborez avec d'autres personnes en vous connectant avec des organisations locales, des militant·es, des éducateur·rices et des membres de la communauté. Collaborer sur des événements rend non seulement l'organisation plus amusante, mais cela apporte également des perspectives et des ressources diversifiées s à votre événement.
- **Quelle plateforme souhaitez-vous utiliser ?** Réfléchissez à la plateforme que vous souhaitez utiliser et son but. Essayez d'intégrer des plateformes en ligne pour atteindre davantage de personnes.
- **Quelles sont les ressources disponibles ?** Donnez des ressources pertinentes à vos participant·es pour approfondir leur compréhension du sujet.
- **Qu'est-ce que l'appel à l'action ?** Allez au-delà de la simple discussion d'un sujet en incluant des éléments pratiques qui encouragent les participant·es à faire quelque chose avec les connaissances qu'elles·ils ont acquises. Il peut s'agir de projets communautaires, d'activisme ou de changements de mode de vie personnels.



- **Comment pouvez-vous inspirer ?** Assurez-vous que chaque aspect de votre événement reflète les valeurs que vous promouvez et donne un exemple positif. Soyez attentif-ve aux pratiques de durabilité, par exemple en évitant d'utiliser des gobelets en plastique et en adoptant des alternatives respectueuses de l'environnement.

Benedetta Scuderi



Benedetta Scuderi se concentre sur la participation des jeunes, la migration et le climat, ainsi que le féminisme. Cofondatrice de Italian Young Greens et co-porte-parole de Federation of Young European Greens, elle est candidate au Parlement européen pour les Verts. « En juin 2024, nous serons à la croisée des chemins, entre une Europe des peuples et

pour la planète et une Europe de la haine et des inégalités. Alors que l'urgence climatique et environnementale nous presse, le prochain mandat du Parlement européen déterminera le destin de l'Europe, que nous voulions une Union européenne qui atteigne les objectifs verts que nous nous sommes fixés, tout en plaçant la justice sociale au cœur des réformes, ou que nous voulions une Europe qui fasse marche arrière et prenne nos droits et notre avenir. En tant que jeunes, nous avons une chance et une responsabilité de façonner cet avenir. Notre voix est plus importante que jamais, et notre participation démocratique est cruciale pour construire l'Europe de demain. Pour avancer, commençons par l'Europe. Faites partie de cette transition ! »
- Benedetta Scuderi

Après les élections européennes

Une fois que les sièges auront été attribués à la suite des élections, leur répartition restera inchangée jusqu'en 2029. Mais il y a encore beaucoup de possibilités de lobbying au sein du Parlement !

- Essayez d'établir des liens avec les député-e-s européen-ne-s pour mettre en lumière des problématiques spécifiques. Ces député-e-s ont la capacité d'introduire des idées et d'influencer leurs collègues parlementaires. Si vous parvenez à convaincre un-e eurodéputé-e, il/elle peut porter votre sujet à l'attention du Parlement.
- Entrez directement en contact avec un-e eurodéputé-e peut parfois être difficile. Dans de telles situations, envisagez de lancer des campagnes pour convaincre de vos idées. Plus les gens se rallient à une cause et s'organisent, plus vite elle fait partie du débat politique.
- Plaidez pour la nomination de la nouvelle présidence du Parlement européen.
- Restez informé-e de l'actualité au sein du Parlement.



Troisième partie

CONTEXTE NATIONAL

Les différences entre les pays

L'UE compte 27 États membres, chacun ayant son propre gouvernement national. Cela signifie que lorsqu'il s'agit de la législation de l'UE, certaines lois et réglementations sont communes, tandis que d'autres relèvent de la compétence des gouvernements nationaux. Cela s'applique également aux élections, où les modalités de vote varient selon les États membres. Cette section vous fournira plus d'explications à ce sujet !

Quand vote-t-on ?

- 6 juin : Pays-Bas
- 7 juin : Irlande, Tchéquie
- 8 juin : Lettonie, Malte, Slovaquie, Tchéquie
- 9 juin : Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Estonie, Finlande, **France**, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Espagne, Suède.

Comment vote-t-on ?

Dans certains pays (Belgique, Bulgarie, Chypre, Grèce, Luxembourg), le vote est obligatoire, tandis que dans d'autres pays, il est facultatif. Généralement, les élections européennes suivent les règles électorales nationales de chaque pays. Cela signifie que chaque État a sa propre méthode pour attribuer les sièges qui lui sont alloués. Bien que les États membres fassent partie d'une union, ils ont tous leurs propres gouvernements nationaux

autonomes. Le système des partis politiques et la structure de représentation varient d'un État à l'autre, ce qui rendrait difficile une standardisation du processus électoral.

Les États membres utilisent trois systèmes de vote différents : le vote préférentiel, les listes fermées et le vote unique transférable. Avec le **vote préférentiel**, les électeur·rices peuvent exprimer leur préférence pour des candidat·es spécifiques. Les **listes fermées** impliquent que les électeur·rices ne peuvent voter que pour une liste de candidat·es, sans possibilité de modifier l'ordre des candidat·es sur cette liste. Quant au système de **vote unique transférable**, il permet aux électeur·rices de classer les candidat·es selon leur préférence, tout en ne votant qu'une seule fois. La plupart des États n'ont qu'une seule circonscription électorale, mais quatre États ont divisé leurs territoires en plusieurs circonscriptions : la Belgique, l'Irlande, l'Italie et la Pologne.

Les partis politiques transnationaux

Bien que l'idée de partis paneuropéens puisse sembler logique et que les partis transnationaux aient pris d'assaut l'UE en 2019, en 2024, cette image a disparu. L'UE n'a pas été initialement conçue comme une union politique unique, ce qui rend difficile l'organisation démocratique au niveau de l'UE. Les partis paneuropéens tentent de changer cela, mais se heurtent à un système qui n'est pas en accord et qui a peu d'impact sur les politiques réelles. Pour les prochaines élections, deux mouvements transnationaux font partie du processus : Democracy in Europe Movement 2025 (DiEM25) et Volt Europe. Volt est un parti politique paneuropéen qui vise une Europe unie et fédérale. Ce parti dispose désormais d'un siège au Parlement grâce aux votes allemands et fait partie des Verts/Alliance libre européenne. DiEM25 est identifié comme un mouvement paneuropéen émergent, défendant un système démocratique, féministe, écologique et non exploiteur.



Qui peut voter ?

Les États membres peuvent fixer leur propre âge minimum pour voter. Cela signifie qu'il existe des différences au sein de l'UE.

L'âge minimum pour voter :

- 16 ans : Belgique, Allemagne, Autriche, Malte
- 17 ans : Grèce
- 18 ans : tous les autres États membres

La plupart des citoyen·nes de l'UE peuvent voter de n'importe où dans l'UE, mais la manière de le faire diffère d'un État membre à l'autre. Par exemple, les électeur·rices de République tchèque, d'Irlande, de Malte et de Slovaquie ne peuvent pas voter à l'étranger. En Bulgarie et Italie, le vote depuis l'étranger est autorisé uniquement à partir d'un autre pays de l'UE et exclusivement à l'ambassade/consulat. L'Estonie est le seul pays à autoriser le vote électronique pour les électeur·rices à l'étranger, tandis que les Pays-Bas, la France et la Belgique sont les seuls États qui autorisent le vote par procuration, et acceptent également le vote par correspondance ou à l'ambassade/consulat. Les autres États autorisent le vote par correspondance, au consulat ou à l'ambassade, voire les deux. Cela peut être déroutant si vous vivez à l'étranger, mais il serait dommage de rater votre chance de voter à cause de cela. **Assurez-vous donc de vérifier à l'avance les exigences relatives à votre nationalité ainsi que les délais !**





Quatrième partie

PERSPECTIVES ÉCOFÉMINISTES

De nombreuses problématiques sont écoféministes sans que cela soit mentionné en tant que tel, car les groupes marginalisés portent souvent un fardeau injuste en matière de pollution de l'environnement et de changement climatique. Ce fardeau n'est pas toujours clairement visible et, par conséquent, il n'est pas tout le temps pris en compte. Par exemple, certaines filles ne vont pas à l'école lorsqu'elles ont leurs règles, car elles n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates. Un autre exemple est celui des produits chimiques dangereux contenus dans le maquillage et les crèmes éclaircissantes pour la peau, qui ont des effets nocifs sur la santé des femmes, notamment des femmes de couleur. L'écoféminisme prend en compte ces différences et adopte une approche intersectionnelle pour lutter contre les obstacles structurels qui nous empêchent de bénéficier d'un environnement sain.

Dans ce document, nous avons choisi de nous concentrer sur quelques thèmes pour vous montrer comment une perspective écoféministe peut influencer l'élaboration des politiques. Nous espérons que cette boîte à outils vous incitera à réfléchir au lien entre l'environnement et le genre. Cependant, il est essentiel de reconnaître qu'il existe de

nombreuses questions féministes que nous n'avons pas abordées, malgré leur importance. Nous avons fait le choix de mettre en avant seulement quelques sujets écoféministes. Beaucoup de nos partenaires offrent aussi des ressources précieuses sur des sujets connexes que nous n'avons pas inclus (nous vous encourageons à consulter leurs sites internet en annexe) !

Égalité des genres

Entrons dans le vif du sujet : qu'a réellement accompli l'UE pour l'égalité des genres ? Depuis la création de l'UE, l'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale inscrite dans la [Charte des droits fondamentaux](#). Bien que révolutionnaire à l'époque, établissant des normes qui ont dépassé celles de nombreux pays, l'UE a toujours donné la priorité à des principes tels que le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité de rémunération pour un travail égal. Cependant, force est de reconnaître qu'il existe encore un écart entre les politiques et les pratiques. En 2019, un événement marquant s'est produit : Ursula von der Leyen est devenue la première femme à présider la Commission européenne, étape significative pour l'égalité des genres. De plus, Helena Dalli a été nommée commissaire à l'égalité, témoignant ainsi de son engagement à lutter contre les disparités entre les genres. D'une manière générale, le Parlement européen s'en sort plutôt bien en ce qui concerne la représentation (encore binaire) des genres dans les sièges parlementaires. La stratégie de l'UE en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, la stratégie LGBTQI+ et celle pour la jeunesse ont joué un rôle important dans ces progrès.

Malheureusement, les mouvements féministes et d'égalité des genres en Europe sont sous la pression des partis politiques d'extrême droite. L'indice d'égalité des genres, publié chaque année par l'Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes (EIGE), révèle une augmentation d'inégalités dans divers domaines tels que l'emploi, l'éducation, la santé et l'accès aux services. Les discours populistes et d'extrême droite, notamment ceux utilisés par des partis tels que le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas et le parti néofasciste Fratelli d'Italia en Italie, réintroduisent des idées négatives sur le genre et promeuvent les valeurs traditionnelles. Cela a pour effet de confiner les femmes, dans toute leur diversité, ainsi que les personnes LGBTQIA+, dans des rôles de soignant·es non rémunéré·es ou sous-rémunéré·es. Cette tendance entrave non seulement la participation des femmes, des filles, des personnes non binaires et LGBTQIA+ à la politique et au marché du travail, mais elle encourage également le sexisme. Pour remédier à ces inégalités et injustices systématiques, **il est impératif de placer l'égalité des genres au cœur de toutes les politiques, afin d'éliminer les obstacles qui freinent le progrès féministe.**

Mohammed Chahim



Mohammed Chahim est eurodéputé S&D au Parlement européen depuis 2019. Il travaille principalement sur le Pacte vert pour l'Europe. Il est vice-président du Comité de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire. Selon lui, « la politique européenne concerne l'avenir de toutes et tous, mais surtout celui des jeunes en Europe. En ce qui concerne le climat, il s'agit de l'héritage que nous laissons aux générations futures. Et pour nous assurer que cette terre soit habitable, nous devons agir

dès maintenant pour contrer le changement climatique. En tant que politicien, j'ai besoin du soutien des jeunes. Grâce aux jeunes militant-es pour le climat, nous avons désormais des plans climatiques ambitieux au Parlement. Il n'y a aucun doute que leur engagement a un effet sur la forme que prendra la législation. »

La crise climatique

Le changement climatique est un défi mondial qui transcende les frontières nationales et sa résolution nécessite une collaboration internationale. Au cours des quatre dernières années, l'Union européenne a pris des mesures pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et a mis en œuvre de nouvelles politiques environnementales. Les prochaines élections européennes sont cruciales pour déterminer si nous pouvons effectivement mettre en place ces plans importants et maintenir l'UE dans son rôle de leadership en matière de lutte contre la crise climatique. Les personnes que nous choisissons comme député-es européen-nes doivent se concentrer sur des politiques efficaces pour un avenir durable. Au cours de la dernière législature, de nombreux-se député-es ont soutenu le Pacte vert pour l'Europe, démontrant ainsi une forte volonté de s'attaquer à la crise climatique. À l'avenir, le PPE, lié à la Commission présidée par Ursula von der Leyen, constituera le groupe le plus important au Parlement après les élections. Il devra collaborer avec d'autres groupes pour déterminer la position de l'UE sur les politiques climatiques. Elles-ils devront toutefois faire face à une opposition accrue de la part des groupes CRE et ID, qui ont tendance à s'opposer aux mesures climatiques et à gagner du soutien lors des élections. Les choix qui seront faits lors de la formation de coalitions façonneront la trajectoire de l'UE et son engagement en matière de politiques environnementales. Ces élections sont donc cruciales pour déterminer si ces politiques climatiques pourront être pleinement mises en œuvre et pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris fixés en 2015.



Le Pacte vert pour l'Europe

Le Pacte vert pour l'Europe ou Green Deal est le plan de l'UE pour atteindre la neutralité climatique sur l'ensemble du continent d'ici 2050, tout en faisant de l'UE une société équitable et prospère. Pour accélérer les progrès vers cet objectif, un engagement a été pris pour réduire les émissions de CO₂ de 55 % par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030. Ce plan ambitieux comprend différentes politiques qui mettent l'accent sur la transformation de divers secteurs de l'économie, notamment la production d'énergie, les transports et les investissements dans les technologies respectueuses de l'environnement. Il vise également à réduire la dépendance aux combustibles fossiles, en s'alignant sur des objectifs de durabilité.

Pourquoi le Pacte vert pour l'Europe a-t-il besoin d'écoféminisme ?

Nous considérons l'écoféminisme comme essentiel dans le cadre du Pacte vert, car il met l'accent sur le lien entre les enjeux environnementaux et de genre. Malgré l'engagement de l'UE en faveur de l'égalité des genres, les femmes sont souvent ignorées dans ce pacte, ce qui risque d'accentuer les disparités entre les genres et d'entraver les progrès vers la durabilité. Les théories et les pratiques écoféministes soutiennent la participation des femmes dans la prise de décisions environnementales et reconnaissent l'impact disproportionné de la dégradation de l'environnement sur les femmes. Intégrer l'écoféminisme dans le Pacte vert est essentiel pour garantir que les politiques environnementales soient

inclusives et abordent les défis auxquels sont confrontées les femmes. En adoptant des points de vue écoféministes, l'UE peut faire progresser l'égalité des genres, atténuer les injustices environnementales et promouvoir une société plus durable et plus équitable. De plus, il est important de noter que :

- **Les impacts environnementaux sont genrés.** Par exemple, les femmes rencontrent souvent des obstacles pour adopter des pratiques respectueuses de l'environnement en raison de leur accès limité aux ressources. De plus, elles sont plus touchées par les variations des coûts énergétiques du fait de leur implication généralement plus importante dans le travail de soins.
- **L'inclusivité dans le domaine de l'environnement est faible.** Il y a un manque flagrant de diversité dans ce secteur, ce qui signifie que les politiques mises en place peuvent ne pas convenir à tout le monde. Les politiques européennes peuvent ainsi, de manière involontaire, renforcer les inégalités. Par exemple, le plan de transition juste ne met pas suffisamment l'accent sur le soutien aux groupes spécifiques lors de la transition vers des modes de vie plus écologiques.

Un avenir sain, sans produits toxiques

La santé des femmes est affectée de manière spécifique par les produits chimiques en raison notamment de diverses différences biologiques. Les femmes ont tendance à accumuler davantage de produits chimiques toxiques en raison de pourcentage plus élevé de graisse corporelle, de leur métabolisme et de leurs systèmes hormonaux différents de celui des hommes. Ce contexte peut entraîner divers problèmes de santé tels que le cancer du sein, l'endométriose, des troubles de fertilité, etc..

La classe sociale et le statut économique ont également un impact significatif en matière de santé. Selon leurs statuts socio-économiques, les populations sont plus ou moins exposées à des produits chimiques nocifs entraînant des risques pour la santé. En 2016, les femmes ont été identifiées comme étant plus exposées à la pauvreté ou à l'exclusion sociale que les hommes. Les risques pour la santé des femmes sont nombreux et souvent mal compris, comme par exemple l'impact des nanomatériaux sur la santé reproductive féminine. Les médicaments, notamment pendant la grossesse, peuvent aussi présenter des risques spécifiques pour les femmes et leurs enfants. Les évaluations des médicaments négligent les différences entre les sexes, entraînant une prise en compte insuffisante des impacts sur la santé des femmes. Les études toxicologiques et épidémiologiques ont également tendance à ignorer les aspects liés au sexe et au genre, compromettant les efforts visant à protéger les femmes contre les risques liés aux produits chimiques dangereux. Il est essentiel que les études incluent des considérations de genre pour assurer la sécurité de toutes et tous.

Rôles genrés

Les facteurs sociaux et les rôles de genre sont des éléments clés dans la manière dont les produits chimiques affectent la santé des individus. Différents emplois exposent les femmes et les hommes à différents produits chimiques dangereux. Les emplois traditionnellement associés aux femmes (par exemple le travail de soin, le ménage et les hôtesses de caisse), impliquent souvent une forte exposition à des produits chimiques toxiques. Ces secteurs emploient également une plus grande proportion de femmes noires et de couleur, susceptibles d'être davantage exposées aux risques chimiques. Par exemple, les professionnel·les des soins des ongles et de la manucure, principalement des femmes, sont exposé·es à de nombreuses substances nocives, liées à divers problèmes de santé tels que la dermatite et l'asthme. Dans leurs foyers, en raison de leur rôle dans les tâches ménagères, les femmes sont aussi plus susceptibles d'être exposées à des substances chimiques présentes dans les produits de nettoyage. Les femmes étant principalement en charge des tâches domestiques, cela augmente leurs expositions aux produits toxiques souvent utilisés. Des études ont démontré que les femmes qui utilisent des produits de nettoyage, que ce soit à la maison ou professionnellement, sont plus susceptibles de souffrir d'asthme et de d'atteintes pulmonaires. Cela souligne l'importance de prendre en compte le genre ainsi que les facteurs sociaux pour comprendre et prévenir les effets de l'exposition aux produits chimiques sur la santé.

Violences basées sur le genre (VBG)

Le 8 mars 2022, la Commission européenne a présenté un nouveau plan pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, dans toute leur diversité, notamment la violence domestique et le cyberharcèlement, avec pour objectif de criminaliser les formes de violence les plus graves. L'UE a fait un pas significatif en ce sens en 2014 avec la Convention d'Istanbul, établissant ainsi une norme essentielle. La nouvelle proposition comprend des règles spécifiques visant à améliorer la protection des victimes dans les États membres.

Les femmes qui défendent les droits humains, en particulier celles qui œuvrent dans le domaine de l'environnement, sont confrontées à davantage de menaces et de violences, étant particulièrement exposées à la violence basée sur le genre. En Europe, les militant·es pour le climat ont ainsi été confronté·es à une montée d'hostilité ces derniers temps. Certains gouvernements répriment les activistes, tandis que les groupes d'extrême droite les qualifient de terroristes, détournant ainsi l'attention des véritables problèmes. Cette représentation négative met en danger les militant·es écologistes.

Les cosmétiques

Les cosmétiques représentent pour les femmes une source quotidienne majeure d'exposition à des produits chimiques potentiellement nocifs. Influencée par les normes de beauté sociétales qui favorisent les images stéréotypées des jeunes femmes blanches et cisgenres, une femme utilise en moyenne 16 cosmétiques différents chaque jour, souvent dès son plus jeune âge. Une étude menée en Allemagne a révélé que 85 % des adolescents et des jeunes adultes utilisent des cosmétiques pour renforcer leur confiance en soi. Ces produits peuvent contenir des substances toxiques telles que des cancérogènes, perturbateurs endocriniens, des allergènes, etc. Certains ingrédients, comme les parabènes, les isothiazolinones, les phtalates et les benzophénones, sont bien connus pour leurs effets néfastes sur la santé. Bien que l'UE ait mis en place des réglementations restreignant ou interdisant de nombreuses substances préoccupantes et inquiétantes, d'autres sont encore autorisées et non contrôlées. Par exemple, certaines teintures capillaires, notamment celles destinées aux femmes noires, ont été associées à un risque accru de cancer. Bien que l'UE ait interdit plusieurs substances problématiques dans les teintures capillaires, de nombreuses préoccupations subsistent. De plus, 70 % à 80 % des teintures capillaires dans l'UE sont permanentes ou semi-permanentes. Les produits éclaircissants pour la peau sont également préoccupants, représentant une part importante des violations de la réglementation cosmétique de l'UE en utilisant des ingrédients tels que l'hydroquinone, le mercure et le propionate de clobétasol. Ces constats soulignent la nécessité d'une réglementation plus stricte et d'une plus grande sensibilisation aux risques pour la santé associés aux produits cosmétiques.



Les pesticides

Les femmes sont aussi exposées aux produits chimiques nocifs par les pesticides, par le biais de l'alimentation, mais aussi de l'air intérieur et extérieur. Des études menées en France ont montré que les femmes enceintes sont exposées aux pyréthrinoides, un pesticide couramment utilisé à la maison. ([Etude Elfe](#)) L'utilisation de pesticides, la proximité avec des zones agricoles et certaines habitudes alimentaires contribuent à cette exposition. En raison des rôles traditionnels des hommes et des femmes, ce sont des hommes qui sont plus souvent des agriculteurs. On sait que les agriculteurs peuvent être exposés quotidiennement aux pesticides. Ils sont donc confrontés au risque de maladies neurologiques, telles que la maladie de Parkinson, liée à l'exposition à des substances toxiques. En France, la maladie de Parkinson a été officiellement reconnue comme maladie professionnelle pour les agriculteurs et agricultrices.

Politiques de l'UE en matière de produits chimiques

Bien que l'on sache que les personnes sont différemment affectées par les produits chimiques dangereux, les politiques européennes visant à prémunir prévenir ces risques ne tiennent pas compte du genre.

Deux réglementations clés dans l'UE régissent les produits chimiques industriels : le règlement sur la Classification, l'Emballage des substances et des mélanges (règlement CLP)



et le règlement sur l'Enregistrement, l'Evaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques (Règlement REACH - *Registration, Evaluation, Autorisation and restriction of Chemicals*). Ils visent à protéger la santé humaine et l'environnement, mais ne traitent pas de la vulnérabilité des femmes aux produits chimiques. Ces règlements ne mentionnent les femmes qu'en ce qui concerne la grossesse et l'allaitement, renforçant ainsi des stéréotypes dépassés. Le Pacte vert pour l'Europe, qui met l'accent sur les politiques environnementales, néglige également les questions de genre. Même si la stratégie de l'UE pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques vise à lutter contre les risques chimiques, elle n'aborde pas directement les questions de genre. Cet écart perpétue les stéréotypes sexistes et ne protège pas efficacement les groupes vulnérables.

L'interdiction du greenwashing

Cette année, l'UE a instauré une nouvelle réglementation pour lutter contre le greenwashing. Désormais, les entreprises ne peuvent plus se contenter d'utiliser des termes, tels que « climatiquement neutre » ou « durable » sans prouver que leurs produits ne nuisent pas à l'environnement, notamment en obtenant une certification comme l'Ecolabel européen <https://www.ecolabel.be/fr>. La Commission européenne a pris cette décision car elle estime que ces termes étaient trompeurs et incitaient les consommateurs à acheter des produits qui nuisent à l'environnement. Cette mesure s'inscrit dans un plan plus large visant à garantir que les entreprises communiquent honnêtement sur l'empreinte environnementale de leurs produits, afin que les consommateur·rices puissent faire de meilleurs choix sur la base d'informations précises. Le genre joue également un rôle dans les habitudes d'achat. En effet, les femmes et les filles ont tendance à préférer des choix plus durables, et les entreprises veulent souvent en profiter. De plus, étant donné que la plupart des femmes sont les principales acheteuses au sein des ménages, elles ont une grande influence sur la prise en compte de l'environnement dans l'ensemble des achats familiaux.

L'accès à la santé menstruelle

Les menstruations constituent une problématique englobant les préoccupations relatives aux produits chimiques nocifs, à l'égalité des genres, à l'accès à l'assainissement et à la pollution plastique. Assurer le droit à la santé menstruelle est d'une importance capitale. Le silence autour des menstruations a une répercussion significative sur les produits que nous utilisons ainsi que notre manière de les utiliser. Cela influe également sur l'environnement, nos finances et sur notre santé. Nous demandons à l'UE d'agir pour briser ce silence et d'adopter une approche plus transparente concernant la composition des produits menstruels. Actuellement, les produits menstruels jetables ne sont pas directement couverts par la nouvelle réglementation européenne Single Use Plastics Directive (SUP) sur les plastiques à usage unique. Bien que ces produits soient mentionnés dans

la directive SUP, il n'existe pas encore de normes pour réduire la présence de produits chimiques ou plastiques dans leur composition. Cependant, ces produits relèvent de l'article 7. Depuis 2021, leur emballage doit indiquer comment les éliminer, informer sur leur possible contenu en plastique ou matières synthétiques, ainsi que sur les impacts environnementaux en cas de rejet dans la nature. Bien que l'UE reconnaisse l'impact négatif de ces produits sur l'environnement, les politiques actuelles se concentrent principalement sur la sensibilisation plutôt que sur la mise en œuvre d'actions concrètes.

Les pays candidats à l'adhésion et pays voisins

Les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est qui espèrent rejoindre l'Union européenne devront aligner leurs politiques environnementales sur celles de l'UE. Les pays candidats officiels, comme la Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, la Serbie, la Turquie, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, ainsi que la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, devront examiner une série de problèmes environnementaux tels que la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation des terres, la gestion des déchets et la perte de biodiversité, avant de pouvoir rejoindre l'UE. En Ukraine, la population et l'environnement souffrent de l'invasion dévastatrice de la Russie, qui a causé d'importants dommages aux infrastructures ainsi que la contamination de zones naturelles et agricoles.

Des voix militantes ! **Carola Rackete**



Carola Rackete est une militante pour la justice climatique et une candidate indépendante aux élections de 2024. Son engagement a débuté lorsqu'elle a été témoin des impacts dévastateurs du changement climatique dans l'Arctique, une région qui se réchauffe rapidement. Au cours des quatre prochaines années, Carola concentrera ses efforts sur la préservation de la

biodiversité et la promotion de la justice climatique, en mettant particulièrement l'accent sur le secteur de l'agriculture.

« Nous faisons partie intégrante du monde naturel et nous en dépendons, = les uns des autres, pour notre survie et notre bien-être. Les droits que nous possédons, comme la liberté d'expression ou les droits des femmes, ne sont cependant pas naturels, mais constituent des acquis résultant des luttes menées par des personnes qui nous ont précédées. Nous devons défendre ces droits et les étendre à l'ensemble de l'humanité. Pour y parvenir, nous devons nous organiser collectivement. » - Carola Rackete

WECF et pays voisins

WECF, dispose d'une organisation affiliée dans l'un des pays candidats, WECF Géorgie. Des partenariats existent et continueront d'exister tant avec les organisations membres de WECF qu'avec d'autres organisations non-gouvernementales (ONG) environnementales dans les pays candidats ainsi que dans les pays candidats potentiels. Nous sommes solidaires de nos membres et de nos organisations partenaires en Ukraine dans leurs efforts de reconstruction, de redressement et d'adhésion à l'UE, tout en plaidant pour un avenir vert et durable pour le pays.

Nous nous concentrons sur la promotion de l'amélioration des politiques environnementales dans ces pays ainsi que sur le renforcement de la coopération avec les ONG opérant dans ces régions. Nous visons à renforcer l'engagement et la capacité des ONG à représenter les citoyen-ne-s et à influencer les processus de réforme environnementale dans une perspective écoféministe. Nos activités comprennent l'analyse et le suivi de la situation ainsi que la promotion des normes environnementales européennes lorsqu'elles peuvent avoir un impact positif. Nous suivons de près l'évolution des négociations d'adhésion avec la Turquie et les pays candidats d'Europe de l'Est, d'Europe du Sud-Est.





Cinquième partie

NOS PRINCIPALES THÉMATIQUES ÉLECTORALES

Principaux thèmes électoraux écoféministes

Bien que chaque sujet puisse être abordé dans une perspective écoféministe, nous avons sélectionné six thématiques électorales clés pour les élections européennes de 2024 où l'écoféminisme joue un rôle essentiel. Il s'agit notamment d'une *transition énergétique juste*, du *principe pollueur-payeur*, de *l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels*, de *refuser les produits chimiques toxiques*, d'une *agriculture respectueuse de l'environnement* et d'un *commerce durable et équitable*. Le fil conducteur de ces sujets est la **justice climatique et de genre**, dès maintenant ! L'Union européenne a la responsabilité de proposer des solutions et des mesures d'indemnisation face à la crise climatique. Elle doit commencer à intégrer ces considérations dans ses politiques et ses objectifs.

Pourquoi la justice climatique et de genre maintenant ?

Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les femmes et divers groupes marginalisés en raison de systèmes existants injustes. Nous constatons déjà que

les femmes et les filles, les personnes LGBTQIA+ et les personnes en situation de handicap sont les principales victimes des catastrophes climatiques. Avec l'évolution rapide du changement climatique, d'autres phénomènes extrêmes sont susceptibles de se produire. Des droits équitables sont essentiels pour le développement durable. Cependant, la discrimination persiste, avec des obstacles, dont certains sont évidents et d'autres le sont moins. Il est nécessaire que tout le monde participe et que la diversité de notre société soit correctement représentée pour relever ces défis. **C'est pourquoi il est crucial d'agir maintenant et de veiller à ce que les groupes marginalisés aient toujours voix au chapitre dans les prises de décisions.** Non seulement, nous devons lutter contre la crise climatique, mais nous devons le faire de manière équitable, en reconnaissant que certains groupes en sont davantage victimes.

Une transition énergétique équitable entre les genres

L'abandon des combustibles fossiles doit être une priorité, et cela doit se faire également de manière équitable. Il ne s'agit pas simplement de se débarrasser des industries polluantes ; il s'agit aussi de réduire les inégalités et l'insécurité. Cela signifie qu'il faut garantir que la transition profite à tout le monde et que la valeur du travail souvent sous-estimé soit reconnue. Cela concerne par exemple le travail à domicile effectué principalement par les femmes. Nous devons donc reconnaître le travail à domicile en tant que tel ! De plus, une transition équitable suppose de donner la priorité aux personnes les plus impactées: la main-d'œuvre de l'industrie des combustibles fossiles ainsi que les femmes occupant des emplois mal rémunérés ou informels. Le genre, l'origine ethnique et la classe sociale sont des éléments clés à prendre en compte lorsque nous réfléchissons à l'impact de la transition sur les individus. Par exemple, les femmes sont plus exposées à la précarité énergétique ayant souvent un faible pouvoir économique. Nous devons nous engager à lutter contre ces injustices mondiales causées par le secteur de l'énergie et trouver des moyens de rendre la situation plus équitable pour tout le monde.

Le principe de *Pollueur-Payeur*

Les personnes les plus durement touchées par la crise climatique sont systématiquement celles qui ont le moins contribué à sa cause. Les effets de la crise des combustibles fossiles et du coût de la vie élevé en Europe ont exercé une forte pression sur les femmes, les filles et les populations marginalisées. Ces groupes sont en première ligne des conséquences de la pollution à l'échelle mondiale, tandis que les pays du Sud sont systématiquement confrontés aux pires conséquences de la crise climatique. Les entreprises qui ont contribué à cette situation ne sont, ni tenues responsables de leurs actes, ni taxées pour leurs impacts sur l'environnement. **Il est temps que les pollueurs assument la responsabilité de leurs actions.** Pour faire face à cette crise et entamer une transition équitable, des ressources financières considérables sont nécessaires. Il est grand temps que ceux qui sont à l'origine de ces pollutions paient leur juste part, par exemple, en indemnisant les pertes et les dommages.

L'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels

Les politiques discutées aujourd'hui exigent de toute urgence la contribution des générations futures, dont l'avenir est en jeu. **Pourquoi ne mériteriez-vous pas une place dans le processus ?** L'UE reconnaissant cette nécessité, a mis en place une stratégie visant à impliquer et à autonomiser les jeunes, dans le but d'accroître leur participation à la vie démocratique. Cette stratégie permet de leur garantir une contribution significative. La participation des jeunes apporte des perspectives diverses et des idées nouvelles, enrichit la prise de décision et favorise des politiques plus adaptées aux besoins des jeunes et des futures générations. Cependant, tout le monde n'a pas la chance d'avoir un impact réel. Les stéréotypes liés au genre, à l'origine ethnique et au milieu social sont encore très présents. Des efforts doivent être déployés pour encourager leur participation, notamment sur des questions cruciales telles que le climat et l'environnement, où la contribution des générations futures est essentielle. Lors des élections européennes de 2019, le taux de participation des moins de 25 ans était de 42 % et de 47 % pour les 25-39 ans. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport à 2025, le taux reste toutefois inférieur à 50 %. Les États membres de l'UE devraient s'efforcer d'augmenter ce taux de participation pour améliorer les politiques et offrir une diversité de perspectives à la table des décisions.

Dites non aux produits chimiques toxiques !

Partout où nous regardons, que ce soit dans nos produits, nos aliments, notre eau potable, nous sommes confronté·es à la présence de substances toxiques : perturbateurs endocriniens (PE), per- et polyfluoroalkylés (PFAS), nanoparticules.... Ces substances représentent une menace pour notre santé et notre environnement, en augmentant entre autres les risques de cancer du sein, de l'utérus ou de la prostate notamment. Certains, comme les PFAS, sont même qualifiés de « polluants éternels », car ils persistent indéfiniment dans l'environnement et dans notre corps. En ce qui concerne les perturbateurs endocriniens, ils sont liés à des déséquilibres hormonaux, à des perturbations du cycle de fertilité, à une puberté précoce ou retardée chez les filles, à des troubles neurologiques et immunitaires, à des troubles de l'attention, à l'obésité, ainsi qu'à des cancers hormonaux. En raison de normes sociales, d'emplois genrés et d'idéaux de beauté, les femmes sont souvent plus exposées à des substances chimiques. On les trouve, entre autres, dans les cosmétiques et les produits d'entretien. Nous avons besoin de toute urgence d'une réglementation et d'une surveillance plus strictes, sans lesquelles ces toxiques chimiques continueront à être produits et utilisés. Nous demandons donc à l'UE de renforcer les réglementations REACH et CLP, qui visent à contrôler les produits chimiques dangereux, à mettre en œuvre des réglementations plus rigoureuses et à garantir leur mise en application.

Une agriculture équitable et respectueuse de l'environnement

Une agriculture durable et équitable est essentielle pour protéger à la fois notre planète et notre bien-être personnel. Le système agricole actuel est profondément injuste, nuit aux populations notamment des pays du Sud et ne rémunère pas équitablement les

agriculteur·trice·s. L'utilisation généralisée de pesticides est nocive pour la biodiversité, tandis que l'agro-industrie qui les produit augmente les émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi la crise climatique. L'importation de soja des pays du Sud, principalement pour l'alimentation animale, entraîne la déforestation et les émissions de carbone lors du transport. De plus, la surproduction alimentaire dans les pays du Nord crée une dépendance chez les pays du Sud, perturbant les marchés locaux et augmentant les émissions de carbone. **Nous appelons à la protection de la biodiversité en mettant fin à l'utilisation des pesticides et en introduisant des lois sur l'importation.** Il est essentiel de surveiller et de prévenir l'exposition aux pesticides et aux pesticides perturbateurs endocriniens pour protéger notre santé et l'environnement. Pour éliminer le besoin de cultiver du soja de manière non durable, l'UE doit réduire l'élevage. En appliquant des réglementations plus strictes sur les importations et les exportations, nous exigeons que l'UE mette fin à l'exportation de systèmes agricoles et d'élevage intensifs, tout en encourageant la transition vers des pratiques agroécologiques.

Commerce durable et équitable

Nos actions ont un impact considérable sur les populations à l'échelle mondiale en raison de l'ampleur de la production, de la consommation et du commerce international. Dans notre monde connecté actuel, les produits proviennent souvent d'endroits variés, ce qui crée une économie mondiale et une responsabilité collective pour un environnement sain et des conditions de travail équitables. Malheureusement, ces préoccupations ne se reflètent généralement pas dans les prix que nous payons pour les produits, et les accords commerciaux internationaux ne prévoient souvent pas de mesures claires pour garantir de telles normes, en particulier lorsque la production est délocalisée vers les pays du Sud. Les industries doivent également être tenues responsables d'une production équitable et durable. Bien que l'interdiction récente par l'UE des des plastiques à usage unique soit un



pas en avant, il est crucial de s'attaquer à la *fast fashion*, l'une des industries les plus gaspilleuses, pour lutter contre les énormes quantités de déchets et la pollution environnementale. Malgré l'objectif de l'UE d'interdire les microplastiques dans les biens de consommation, la *fast fashion* continue de jouer un rôle majeur en raison de son processus de production, de sa forte consommation et de la présence de plastiques dans les matériaux et les emballages. La production textile est responsable de 35 % des microplastiques présents dans notre environnement mais aussi de 20 % de la pollution mondiale de l'eau. Mettre fin à la *fast fashion* peut avoir un impact considérable sur la réduction de la pollution plastique.

Organiser votre propre atelier sur les élections européennes

Pour préparer les prochaines élections européennes, nous avons élaboré un atelier visant à mobiliser les jeunes dans la politique européenne et nationale, à promouvoir des sujets écoféministes et à les aider à comprendre le fonctionnement du Parlement européen.

L'objectif de cet atelier est d'analyser les programmes des partis politiques nationaux en vue des élections européennes et de noter les groupes politiques auxquels ils appartiennent par rapport aux thématiques électorales écoféministes. À travers cet exercice, les participant·e·s peuvent s'immerger dans la politique nationale des partis, tout en acquérant une expérience de la dynamique de l'UE.

Comme l'UE compte sept groupes politiques et que nous avons choisi six thèmes écoféministes, cet atelier est conçu pour 42 personnes. Cependant, vous pouvez adapter le format en fonction de vos objectifs, de vos intérêts et de votre contexte national, par exemple en supprimant/ajoutant un groupe politique, ou en ajoutant/supprimant une thématique.

Aperçu de l'atelier :

- Durée : 10.00 -16.00
- Capacité : 42 participant·es dans le format standard
- Public cible : jeunes âgé·es de 18 à 30 ans.
- Modérateur·rice : l'idéal est de demander à quelqu'un d'animer la journée
- Expert·es : nous vous conseillons d'avoir un·e expert·e ou une personne pour diriger chaque table thématique afin d'aider à modérer les conversations et la notation des groupes politiques

Format de l'atelier :

Pour démarrer la journée, faites appel à un·e modérateur·rice ou à une personne de l'organisation afin d'expliquer le contexte, le déroulé et les objectifs de l'atelier. En plus d'un·e modérateur·rice chargé·e de présenter l'atelier et les thèmes, vous pouvez également inviter un·e intervenant·e à parler des assemblées citoyennes et de l'importance de la

participation des jeunes. Après cette introduction, chaque participant-e sera affecté-e à l'un des sept groupes politiques (à l'exclusion du groupe des non-inscrits). Au Parlement européen, la plupart des partis nationaux sont affiliés à un groupe politique, les participant-es examineront ces groupes ainsi que les partis nationaux de votre pays qui font partie de chaque groupe. Travailler ensemble au sein de ces groupes signifie qu'au Parlement européen, les partis auront souvent des objectifs et des stratégies différents de ceux de la politique nationale. Étant donné que les participant-es sont divisé-es en sept groupes politiques, une même table peut discuter de plusieurs partis nationaux (si elles-ils appartiennent toutes à un même groupe). Les partis d'un groupe auront des positions similaires, même s'ils peuvent être très différents sur le plan national. La question de savoir si une table de discussion abordera un ou plusieurs partis nationaux dépend de la répartition des partis nationaux et du fait que tous les membres du parlement d'un groupe politique appartiennent à un ou plusieurs partis nationaux.

Tour 1 : Tables de groupes politiques

L'objectif du premier tour est d'étudier les objectifs et les stratégies de votre groupe politique, en comprenant les perspectives de chaque parti national au sein du groupe. L'atelier se déroule sous forme de jeu de rôle : six personnes sont assises autour d'une table pour discuter de la position de leur groupe politique et des objectifs du ou des partis nationaux appartenant à ce groupe. Pendant ce tour, vous effectuez des recherches sur les points de vue du ou des partis nationaux dans votre groupe politique, et leur positionnement sur les sujets écoféministes. Vous répartissez les six thèmes entre les six personnes du groupe, afin que chaque personne puisse représenter votre groupe à chacune des tables thématiques lors du second tour.

Matériel nécessaire pour chaque table :

- fiche d'information sur le groupe politique ;
- aperçu des partis politiques qui font partie de ce groupe
- programmes de ces partis pour les élections européennes ;



- informations sur les principaux thèmes électoraux définis ;
- facultatif : une feuille récapitulative avec un index de l'endroit où se trouvent les programmes (numéros de page) pour trouver des informations sur les principaux thèmes électoraux ;
- facultatif : des articles de presse pertinents.

Tour 2 : Tables de thématiques

Le but du deuxième tour est d'approfondir la discussion sur chaque sujet écoféministe avec des «représentant-es» des groupes politiques afin de comparer les objectifs et de contextualiser votre propre groupe politique sur chaque thème. A nouveau, nous utilisons le format du jeu de rôle, avec sept personnes (une personne pour chaque groupe politique) à chaque table thématique (six en tout) qui discutent de l'une des six thématiques. Durant ce tour, vous échangez avec des représentant-es d'autres groupes sur votre thème (tel que distribué dans le tour 1) pour mieux comprendre la position de votre groupe par rapport aux autres en ce qui concerne cette thématique. Cette discussion peut être animée par un-e expert-e du sujet mais une personne non experte peut convenir aussi.

Tour 3 : Attribution des scores/notes

Le but du troisième tour est de retourner aux tables des groupes politiques et de discuter des connaissances acquises avec vos collègues de groupe afin d'attribuer des notes à votre groupe sur chacun des sujets (rouge-orange-vert). Vous avez tous parlé à différents représentant-es et acquis une bonne compréhension de votre groupe politique par



rapport aux autres, vous pouvez maintenant attribuer un score/une note en fonction de votre propre évaluation et des discussions menées. Ce tour doit être supervisé par un membre de l'organisation ou des expert·es. Pour attribuer les notes, remplissez le modèle de carte de score/carte de pointage/fiche d'évaluation/tableau.

Matériel nécessaire :

- Cartes de score/carte de pointage/fiche d'évaluation/tableau vides

Présentation et conclusion

Chaque groupe politique présente ensuite aux autres les notes qu'il a attribuées pour les six thématiques. Il les reporte sur la carte de score/carte de pointage/fiche d'évaluation/tableau (cela peut être fait par un·e modérateur·trice).

. Après les présentations, les organisateurs·trices concluent la journée et invitent les participant·es à réfléchir à leur expérience en tant que membres du Parlement européen, ainsi qu'à l'évaluation des programmes.

Chronologie de l'atelier

TEMPS	ACTIONS
10:00 – 11:00	Ouverture : Accueil et consignes
11:00 – 12:30	Tour 1 : Discussions des objectifs, des positions et des programmes des partis politiques lors des tables de groupe
12:30 – 13:30	Pause : Déjeuner ensemble !
13:30 – 14:30	Tour 2 : Discussions des sujets écoféministes lors de tables de thématiques avec des représentantes d'autres groupes
14:30 – 14:45	Pause
14:45 – 15:45	Tour 3 : Discussions des résultats et score/carte de pointage/fiche d'évaluation/tableau final aux tables de groupe
15:45 – 16:15	Présentations aux autres groupes
16:15 – 16:30	Conclusions : Quelle est la prochaine étape ?

CARTE DE SCORE/CARTE DE POINTAGE/FICHE D'ÉVALUATION/ TABLEAU ÉCOFÉMINISTE

Des décisions éclairées sont importantes : découvrez l'engagement des différents partis en faveur d'un environnement sain et de la justice de genre .

● Engagé ● Partiellement engagé ● Pas d'engagement ou pas de mention

NOS REVENDICATIONS ÉCOFÉMINISTES PARTIS POLITIQUES >	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<p>UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉQUITABLE ENTRE LES GENRES Les femmes et les groupes marginalisés ont en moyenne des revenus plus bas, ce qui rend plus vulnérables notamment à la précarité énergétique. La transition énergétique doit être équitable, décentralisée et impliquer les citoyen-ne-s dans la prise de décision, tout en promouvant l'égalité des genres.</p>										
<p>FAISONS PAYER LES POLLUEURS ! Les personnes qui ont le moins contribué à la crise climatique sont celles qui en souffrent le plus. Ce sont les femmes et les filles, dans toute leur diversité, ainsi que les communautés marginalisées qui sont les plus touchées par la pollution mondiale. Il est temps que les responsables de cette pollution assument leurs actes !</p>										
<p>L'INCLUSION DES JEUNES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS Les politiques que nous élaborons aujourd'hui ont besoin de la contribution des générations futures. C'est notre avenir qui est en jeu. Les membres de l'UE devraient s'efforcer de favoriser cette forme de participation afin d'améliorer les politiques et d'élargir et de diversifier les perspectives à la table des décisions.</p>										
<p>DITES NON AUX PRODUITS CHIMIQUES TOXIQUES Les produits chimiques présents dans les produits du quotidien représentent une grave menace pour notre santé. 90 % des enfants naissent pré-pollués par des produits chimiques. Nous avons besoin de contrôles plus stricts pour supprimer les produits chimiques dangereux de nos magasins, et par là même, de ne pas y être exposés.</p>										
<p>UNE AGRICULTURE ÉQUITABLE ET RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT Le système agricole actuel est profondément injuste, nuisant à la santé des populations, empiétant sur les marchés des pays du Sud, tout en ne garantissant pas des prix équitables aux producteurs-rices. L'utilisation de pesticides nuit à la biodiversité, tandis que l'agro-industrie contribue à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, exacerbant ainsi la crise climatique. Nous appelons à la protection de la biodiversité en mettant fin à l'utilisation des pesticides et en introduisant des lois sur l'importation.</p>										
<p>UN COMMERCE DURABLE ET ÉQUITABLE S'attaquer à la <i>fast fashion</i> (l'une des industries les plus polluantes) est essentiel pour lutter contre les montagnes de déchets et la pollution environnementale. Mettre fin à ce phénomène peut réduire considérablement la pollution plastique. Les industries doivent être tenues responsables et couvrir les coûts de la collecte des déchets textiles</p>										



Bibliographie

Crenshaw, K. (1991). *Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color*. *Stanford Law Review* 43 (6): 1241-1299

Bellisai, F. (2023). *European elections 2024: Political scenarios. What's the outlook for the upcoming Europe?*, ECCO. Retrieved from January 21, 2024, from https://eccoclimate.org/wp-content/uploads/2023/12/EN_EU-election-analysis_December23.pdf

Perez, C. C. (2019). *Invisible Women*. London: Penguin Random House.

(2021). *Why the European Green Deal needs ecofeminism. Moving from gender-blind to gender-transformative environmental policies*. EEB & WECF. <https://eeb.org/wp-content/uploads/2021/07/Report-16-1.pdf>

Sanders, Anna & Joanna Flavell (2023) 'The direction of gender equality policy in Britain post-Brexit: towards a masculinised Westminster model', *Journal of European Public Policy*, 30:11, 2303-2325.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13501763.2023.2200820>

Ouvrages

Écologie et Féminisme, Révolution ou mutation – Françoise d'Eaubonne (1978)
Être écoféministe : théories et pratiques – Jeanne Burgart-Goutal (2020)
La révolution écoféministe ! Les idées, les luttes et les pistes pour changer – Sidonie Sigrist (2021)
L'écoféminisme en questions : un nouveau regard sur le monde – Pascale Erm (2021)
Le féminisme ou la mort – Françoise d'Eaubonne (1974)
Pour une politique écoféministe – Ariel Salleh (2024)
Quotidien politique : féminisme, écologie et subsistance – Geneviève Pruvost (2021)
Reclaim : recueil de textes écoféministes – Emilie Hache (2016)

Rapports

[Écologie, féminisme, décolonisation : des pensées et des luttes communes – Baptiste Lanaspeze et Marin Schaffner \(2021\)](#)
[Inégalité de genre, crise climatique et transition écologique – Conseil économique social et environnemental \(2023\)](#)
[Les Femmes et l'Europe : Pour une égalité parfaite et incontournable – Fondation Robert Schuman \(2011\)](#)
[Une Europe féministe ? – Oxfam France \(2024\)](#)

Articles

[Féminisme et écologie : la convergence des luttes – La Tribune, 8 mars 2019](#)
[Féminisme et politique, une conversation avec Réjane Sénac – Le Grand Continent, 30 mai 2018](#)
[L'écoféminisme, contre les « dominations croisées » des femmes et de la nature – Le Monde, 22 octobre 2021](#)
[L'écoféminisme en France : réappropriation ou grand retour ? – Sorocité, 5 janvier 2022](#)
[L'écoféminisme et la France : une inquiétante étrangeté ? Cités, 73, 67-80 – Burgart-Goutal Jeanne \(2018\)](#)
[L'écoféminisme, le concept surprise de la primaire écologiste – Le Monde, 25 septembre 2021](#)
[L'écoféminisme, mouvement complexe et multisectoriel – The Good Goods, 4 mars 2022](#)
[L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement. Multitudes, 67, 29-36 – Larrère Catherine \(2017\)](#)
[Les principes de l'écoféminisme – Oxfam France, 28 octobre 2021](#)
[L'imaginaire écoféministe contre la société patriarcale – Socialter, 8 mars 2021](#)
[Luttes féministes et environnementales : la convergence difficile de l'Europe – Eyes on Europe, 8 juillet 2021](#)
[Maria Mies : pour une autonomie écoféministe – Socialter, 25 juillet 2023](#)

Podcasts

[Épisode 1 – Introduction à l’écoféminisme, avec Jeanne Burgart Goutal- Les Rencontres de Gaïa](#)

[Genre et climat, même combat – Les couilles sur la table](#)

[L’écoféminisme – France inter](#)

[Pour un nouvel écoféminisme – France culture](#)

[Un podcast à soi - 5/10 Écoféminisme #1 Défendre nos territoires](#)

[Un podcast à soi - 6/10 Écoféminisme #2 Retrouver la terre](#)

Informations sur l’UE

[Toute l’Europe](#)

[Site officiel de l’UE](#)

[Fiche Union Européenne – Vie publique](#)

Campagnes :

[J’agis, je vote – Elections européennes 2024](#)

[Ton vote, notre Europe](#)

[Demain, c’est nous – mobilisation pour le climat](#)

Organisations de jeunesse :

[Youth for Climate France](#)

[Climates France](#)

[Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire \(RESES\)](#)

[Jeunes Ambassadeurs pour le Climat \(JAC\)](#)

Comptes à suivre sur les réseaux sociaux

[@climates.france](#)

[@greenpeace_france](#)

[@oxfamfrance](#)

[@parlementeuropeen](#)

[@reseauactionclimat](#)

[@wecf_france](#)

[@reses.2.0](#)

